

# INDIGNE

DOSSIER  
MARGIVAL

hebdomadaire d'action communiste

2 FEVRIER: DEPART DU CONTINGENT

à bas le droit aux  
7% de pertes!



GRANDE BRETAGNE

# soutien aux mineurs

Depuis jeudi, après une grève des heures supplémentaires de plusieurs semaines, les mineurs britanniques sont appelés à se prononcer sur la grève totale. Selon un sondage publié dimanche, 84 % des 280.000 mineurs syndiqués voteraient pour. L'épreuve de force entre le gouvernement conservateur et les mineurs est imminente. Elle constitue un test pour l'ensemble de la classe ouvrière britannique. Heath avait le choix entre deux solutions : renforcer par des élections la base de son régime, et imposer ensuite sa politique aux travailleurs ; ou bien écraser d'abord les mineurs, et faire ratifier ensuite par les urnes son autorité ainsi démontrée. C'est vers cette solution qu'il semble s'orienter.

Pourtant, jusqu'à ces derniers jours, le rapport de forces était favorable aux mineurs qui avaient rejeté les 16 % d'augmentation concédés par le gouvernement. La crise du pétrole, la situation énergétique dans son ensemble, les met en position de force. De plus, ils restent sur une victoire, celle de la grève de 72 où ils avaient fait plier le gouvernement. Enfin, ils bénéficient de l'expérience accumulée lors de cette dernière grève. Mick Mac Gahey, militant communiste et vice-président du syndicat, y a fait référence en appelant, en prévision de luttes à venir, à bloquer non seulement les puits mais l'ensemble des centres énergétiques et en réclamant la solidarité de classe des soldats qui seraient envoyés contre les travailleurs. En 72, au puits de Statley, dix mille travailleurs, mineurs organisés en piquets volants, métallos et étudiants venus à la rescousse, avaient mis en déroute la police qui essayait de s'emparer des stocks de charbon. C'est donc confiants en leurs propres forces que les mineurs peuvent braver le gouvernement. Malgré les livraisons de charbon que le gouvernement polonais consent à la Grande Bretagne, comme il les avait consenties au gouvernement franquiste pendant les dernières grèves des Asturies.

Le danger, c'est l'isolement et la division. Il y a des mouvements de grève dans les chemins de fer. Scargill, président des syndicats du Yorkshire a repris à son compte l'idée de grève générale, activement popularisée par les marxistes révolutionnaires. Mais le gouvernement a pris l'initiative de politiser l'enjeu du conflit en lançant une violente campagne anti-communiste contre le dirigeant mineur Mac Gahey, accusé de pratiquer la politique du pire au lieu de défendre l'intérêt des syndiqués. Cette attaque a été appuyée par la direction du Parti travailliste, gouvernement de rechange virtuel qui redoute d'être débordée par la mobilisation sociale. Et si Mac Gahey sert de cible, ce sont les courants de gauche au sein même du Labour party qui sont aussi visés. En effet, Emlyn Williams, président des mineurs de Galles du Sud, et social démocrate de gauche déclarait la semaine dernière à nos camarades de l'IMG (section britannique de la IVème Internationale) : « Nous avons aujourd'hui un gouvernement conservateur, mais un gouvernement travailliste aurait à peu près la même politique que celle qu'il projetait dans les années 64-70. Ainsi, il y a peu de solutions pour les mineurs s'ils veulent se défendre. Je voterai pour la continuation de toute action positive sans me préoccuper des élections et quelque soit le gouvernement en place. » C'est un avertissement.

Rien que le nombre de chômeurs ait dépassé en janvier les deux millions, l'opinion est restée jusqu'à ces derniers jours favorable aux mineurs. Aujourd'hui, face aux manœuvres de division du gouvernement et de la bureaucratie travailliste, la grève totale des mineurs ne suffit pas. Il faut aller de l'avant, renverser le gouvernement tory par la grève générale organisée à la base. Former des conseils d'action à l'échelle des localités, représentant l'ensemble des branches d'industrie, pour préparer et imposer cette grève générale, contre les capitulations des directions syndicales et travailliste.

## MOTION DE CENSURE

Une motion de censure, une de plus ! dans une assemblée dominée par une majorité de godillots UDR, ce pourrait n'être qu'un épisode sans surprise du rituel parlementaire. Pourtant celui qui vient d'avoir lieu mérite attention. Non pour ce qu'il obtient, mais pour ce qu'il révèle : la grande majorité des députés réformateurs (28 sur 34) a voté en faveur de cette motion.

Dans un contexte où leur vote ne pouvait rien changer à l'issue du scrutin, il ne s'agit vraisemblablement de leur part que d'une passade sans grande conséquence, un petit chantage pour monnayer leur entrée au gouvernement.

Mais ce vote est surtout significatif pour l'Union de la Gauche elle-même : le texte de cette motion a été délibérément rédigé en excluant toute référence au Programme Commun, de façon à en faire un appât susceptible de gagner au passage des voix centristes. La manœuvre s'éclaire d'un jour tout particulier quand on la met en rapport avec les dernières déclarations de Mitterrand à Vienne, le 25 janvier : « Il arrivera un jour où

les libéraux-centristes se rendront compte que nous sommes de vrais démocrates et que notre démarche ne représente aucune menace pour la démocratie. Alors, nous trouverons un langage commun avec eux, à condition qu'on ne nous demande pas de renoncer au nôtre. » !

Cette « ouverture » publique aux émules de Lecanuet en dit plus long que cent discours sur l'Union de la Gauche et ses lendemains : coalition de deux grands partis ouvriers, flanquée d'un quarteron de radicaux bourgeois attirés par l'odeur de la soupe, l'Union de la Gauche a clairement fixé ses propres règles du jeu : respect de la « démocratie », c'est à dire de toutes les institutions bourgeoises laissées intactes (armée, police, justice); respect de la « loi du marché », c'est à dire du système capitaliste. Mais, tel qu'il est, ce cadre peut encore être modifié. C'est dans la logique même de la ligne politique des partis réformistes qui le composent de chercher à rassurer et éventuellement à intégrer dans l'alliance des fractions significatives de la bourgeoisie, quitte à mettre encore un peu d'eau dans ce qui n'avait déjà plus le goût de vin. Mitterrand s'y emploie. Par des déclarations rassurantes sur l'armée, les Tom-Dom, l'Europe. Par des appels du pied plus directs comme ses récentes déclarations.

Le PCF dans ce contexte se trouve en porte à faux : se félicitant du succès de ce vote, il charge en même temps les centristes qualifiés à juste titre de « roue de secours » de la majorité. Mais, sur le fond, quelles que soient les réticences exprimées ça et là, sa ligne politique n'est pas différente : il suffit de voir les leçons que « l'Humanité » tire du Chili sur la nécessaire ouverture à la démocratie chrétienne...

F.L.

### RECTIFICATIF

Dans le dernier numéro de Rouge (No 239), une erreur de frappe malencontreuse s'est glissée dans le compte rendu de l'action de soutien à Salvador Puig Antich, réalisée par des militants anti-fascistes à Marseille. Il fallait lire : « A noter que les camarades de Révolution ! se sont solidarisés immédiatement avec cette action », et non pas « désolidarisés » comme le disait ce texte.

Faute de place, nous avons du la semaine dernière, faire un compte-rendu succinct de cette affaire. Une erreur grossière concernant le SNI de Seine-Maritime s'y est glissée : contrairement à ce que « Rouge » a écrit, la direction du SNI est pour peu de chose dans la réintégration de Brigitte. La direction du SNI n'est pour rien dans la mobilisation importante qui a eu lieu autour de ce cas de répression. »



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :  
A L'ORDRE  
DE ROUGE  
CCP: 25043 88  
PARIS

Directeur de publication :  
Henri Weber  
Les articles signés n'engagent  
pas nécessairement le point  
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

	la France		l'étranger	
	sous pli	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

Par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement  
accompagnées de leur règlement im-  
médial sont prises en considération.  
Pour tout changement d'adresse, join-  
dre 1fr.50 et la dernière bande.

impression : SAIE Moriamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

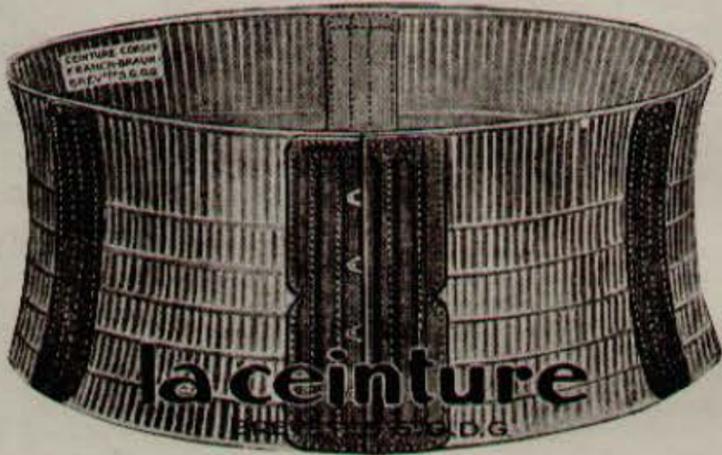
Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

# LA CEINTURE



Le renouvellement des contrats de salaires vient de connaître sa première phase. Le moins qu'on puisse dire est que les propositions 74 n'ont pas soulevé un enthousiasme délirant, même chez les directions syndicales les plus collaborationnistes.

Charbonnages, sidérurgie, EGF, métallurgie parisienne : partout c'est la même volonté d'attaquer le pouvoir d'achat des travailleurs.

12,5% de hausse des prix pour 74 selon la chambre de Commerce de Paris, 14% selon le journal patronal « Les Echos ». Les prix s'envolent, et pourtant le gouvernement corrige en baisse tous les accords salariaux prévus pour 74.

## Rien ou pas grand chose

Les négociations de la métallurgie parisienne portaient sur les salaires minimaux (soit moins de un métal sur 5 concerné). La CGC, FO, et même la CFT — reconnue pour la circonstance « syndicat ouvrier » — réclamaient des augmentations de 15 à 18%... calculées sur la base du 1er janvier 73 (ce qui était modéré). Les négociations ont finalement abouti à... 6,5% ; et les compères ont accepté. La « clause de sauvegarde » portée en annexe est circonspecte : « quand le coût de la vie aura augmenté de 5% par rapport au 1er janvier 74, les partenaires sociaux sont convenus de se rencontrer à nouveau ». Les patrons de l'UIMM ont déjà prévenu que cet « ajustement » resterait sans effet sur les salaires réels.

Dans la sidérurgie, même son de cloche : 8% découpé en 3 tranches. Si la hausse des prix dépasse ce chiffre, « les partenaires se reverront »... La CGT et la CFDT ont refusé de signer.

Dans les charbonnages, la proposition consiste à reconduire le précédent contrat 72 et 73 avec une clause de 2%.

Chez Berliet, l'ancien contrat n'a même pas été appliqué et les directions syndicales attendent calmement que le patron accepte la discussion.

Chez Renault, la direction entend appliquer strictement les directives gouvernementales : 7% d'augmentation pour 74 et une réduction de la durée de travail de... 15 minutes (10 minutes pour les travailleurs en équipe !). Alors qu'à la SNCF par exemple, la direction avait accordé 2% de rattrapage au 1er janvier 74, la même clause prévue à Renault a été purement et simplement supprimée.

A l'EGF (où le contrat précédent passait pour moins mauvais que les autres) la progression de 2,5% au-delà de l'indice n'est pas maintenue non plus. Malgré les 2% accordés au 1er février.

Même dans les banques, les patrons ont annoncé : « Pas question de

progression du pouvoir d'achat en 1974, ainsi que l'a demandé Giscard d'Estaing ».

Ainsi dans tous les secteurs où sont connues les modalités salariales 74, c'est l'attaque contre le pouvoir d'achat ouvrier qui est annoncée.

Et pourtant rien n'est définitif : Fonction Publique, SNCF, RATP, vont incessamment connaître le détail.

## La conscience du danger

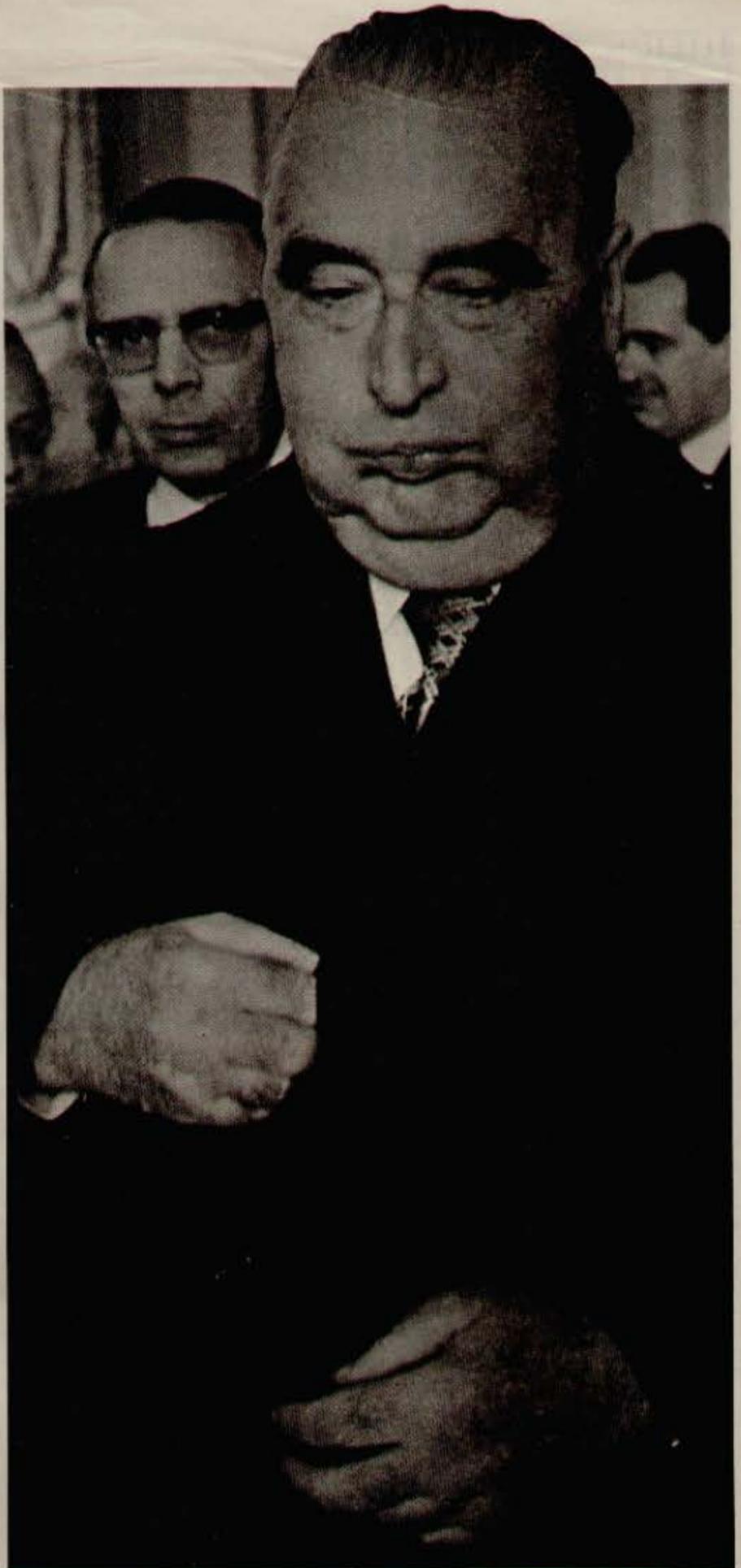
Ces attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière n'ont pas reçu de riposte centrale depuis le début de l'année. Pourtant nombre de luttes partielles, souvent victorieuses, montre qu'il existe une volonté de se battre : au dépôt de Flandres RATP, grève à 95% pour une prime de 200 F. A Air France, la direction lâche 2%. A Orly Sud les travailleurs arrachent une prime de 150 à 200 F. Aux MNPP employés et cyclistes obtiennent 126 F, les ouvriers des expéditions obtiennent une prime annuelle de 8,33%. Les éboueurs de la Garenne Epinay (en majorité immigrés) ont fait céder un patron de combat. A la SNCF, contrôleurs de route, agents de train et roulants étaient prêts à la lutte pour les fêtes.

Le patronat le sent très bien, et ses déclarations sont pleines d'appréhension sur le climat social : « les changements (liés à la situation) ne se feront pas sans poser de sérieux problèmes sur le plan social », déclare Ventre dans la circulaire patronale citée plus bas. Aussi la formidable mobilisation des houillères de Lorraine joue-t-elle le rôle d'un sérieux avertissement.

« MM Messmer et Giscard ont pris conscience du danger d'explosion sociale qu'il y aurait à vouloir barrer tout espoir d'améliorer le niveau de vie des salariés » écrit « Le Monde » à ce propos.

## Quelle réponse ?

Pour les directions syndicales, le 6 décembre marquait une étape de la lutte pour les revendications de salaires. Ces revendications sont plus que jamais à l'ordre du jour : l'échelle mobile, le rejet de l'indice truqué du gouvernement et le calcul de la hausse des prix sur un indice des organisations ouvrières, la lutte contre



« L'heure n'est pas à la facilité, mais à la rigueur. » (Discours de Poitiers)

« le chômage technique », le retour aux 40 heures, la lutte pour l'unité des travailleurs français et immigrés, la lutte contre l'aggravation des conditions de travail sont posées dans toute la classe ouvrière. A cela la CGT, n'apporte qu'une vague, bien vague affirmation : « La riposte s'impose, unitaire, immédiate, partout où les conditions existent. C'est là ce que commande l'intérêt des travailleurs ». Mais cette affirmation accompagne un compte-rendu de l'activité de rencontre avec les partis de gauche du programme commun ! (V.O., n.1535). Aucun mot d'ordre concret, aucune perspective de lutte immédiate. A part les syndicats jaunes, aucun contrat ne recueillera la signature de la CFDT et de la CGT semble-t-il. Mais dans les entreprises aujourd'hui la tactique des luttes, les revendications les plus urgentes, l'unité syndicale, le fonctionnement de la démocratie ouvrière et syndicale sont les questions en discussion. Le mutisme de la fraction PCF, les prises de position sophistiquées de la direction bureaucratique de la CFDT cherchant une définition de la transition au socialisme sans poser la question de l'Etat, pour monnayer son entrée dans l'union de la gauche ne répondent pas à la question-clé : Comment organiser la riposte des travailleurs ? La réponse ce sont les premières luttes de janvier qui ont commencé à en donner le chemin.

Y. Jarnard  
le 29.1.74.

## UNE CIRCULAIRE PATRONALE QUI DONNE LE TON

Une circulaire de l'UIMM datée du 4 janvier et signée du bien nommé M. Ventre précise les consignes données aux patrons de la métallurgie.

D'abord une remarque sur le fait que « Certains conflits ont revêtu en 1973 une forme parfois inquiétante » (le cauchemar de Lip...).

Puis la charte des mesures essentielles :

— « Modérer les hausses de salaires afin de contribuer au freinage de l'inflation (!) dans un des rares domaines où nous conservons une possibilité d'intervention. »

— Appliquer les vœux de Ceyrac : « Pendant 6 à 8 mois, il conviendrait en matière de rémunération de se borner à une évolution qui ne dépasserait pas celle des prix à la consommation. »

— Suit un aveu cynique : « Nous avons dû refuser la demande (des syndicats) de négocier une évolution des salaires réels pour 74 »

— Enfin un conseil : « Bien entendu, le constat de l'évolution des prix à retenir pour la détermination de mesures concernant les salaires ne peut être que celui des 295 postes »... (il est clair en effet qu'avec un indice truqué, les résultats n'en seront que meilleurs !)

— Et pour terminer un avertissement : « Les dépassements éventuels seront pris sur la productivité des entreprises ou sur les profits. »

Alors... freinez ! On ne saurait l'expliquer plus clairement.

# LIP l'aube d'une nouvelle bataille

La grande presse se réjouit. Les gros titres et les grandes phrases martèlent le même thème à l'envi : LIP c'est fini et bien fini, après 9 mois de lutte, la lassitude a eu raison des Lips. L'intox bat son plein. Il n'est pas jusqu'aux permanents de la CGT, qui commencent à expliquer que le plan Giraud était bien meilleur ! Chacun tire les leçons de LIP qu'il peut...

A l'heure où nous écrivons, il est encore trop tôt pour tirer un bilan complet et détaillé de tout ce qui a été obtenu et des combats qui restent encore à mener dans l'application du plan. Nous y reviendrons en détail dès la semaine prochaine.

Ainsi à LIP l'attente est terminée ; mais rien n'est fini pour autant. C'est une nouvelle attente qui commence aujourd'hui, plus angoissante que la première. Ici on hésite encore à y croire, on hésite encore à réaliser ce qui vient de se dérouler, et pourtant ce matin on a voté l'acceptation de l'accord après en avoir pris connaissance et débattu ensemble. On n'imagine pas, parce qu'il est difficile d'imaginer qu'il va falloir rompre avec cette vie de 9 mois de militantisme quotidien, pour rentrer à l'établi et reprendre une lutte différente.

## « LA SEULE VRAIE GARANTIE C'EST NOTRE MOBILISATION »

Il est encore difficile de jauger la portée exacte de ce plan, car beaucoup de choses demeurent dans l'ombre.

Certes il n'y a pas de démantèlement, certes le statut est moins avantageux qu'auparavant chez LIP. Le mot de licenciement n'est pas prononcé, ce qui n'est pas une mince affaire. Mais aucune garantie réelle n'est vraiment donnée. La réembauche se fera progressivement au fur et à mesure des possibilités de l'entreprise et il est déjà pratiquement sûr que tout le monde ne sera pas réembauché.

C'est là que les choses sont le moins précisées. Une commission mixte de contrôle de l'accord sera établie, mais aura-t-elle un réel pouvoir de décision ? Les travailleurs ne seraient-ils pas soumis à la menace d'accélération des cadences ? Ne risque-t-on pas de voir le nouveau patron se livrer à un chantage moral impliquant une sorte de clause anti-grève : si l'entreprise a des difficultés, il y aura moins de Lips repris, etc... Les pressions à venir sur

le personnel, on peut les prévoir dès maintenant, c'est de cela qu'il va falloir dès demain discuter, car c'est là un point décisif.

C'est pourquoi la lutte des Lips n'est pas terminée, bien au contraire. Plus que jamais maintenant leur mobilisation va s'avérer nécessaire pour peser sur les résultats de leur lutte : les AG quotidiennes sont maintenues jusqu'au 1er mars, il va falloir trouver un autre rythme de travail,

## DE NOUVEAUX MODELES....

Malgré les événements, l'esprit combatif et frondeur reste vivant... pour preuve voici quelques projets pour les nouvelles collections de montres :

— un modèle homme-cané, acier-  
pencil, verre blindé, dénommé  
« Pierre Auguste ».

— modèle choc dont devront  
être dotés toutes les unités de mo-  
biles des CRS et autres nuisibles.  
Pas besoin de soigner le style. Une  
seule caractéristique, chaque matin  
à 6 h moins cinq, la sonnerie du  
réveil se fait en couinant « Lip, Lip »  
On l'appellera « 14 août ».

— un modèle sobre aux lignes  
nouvelles, série spéciale sera mise  
en vente le jour anniversaire de la  
grande solidarité ouvrière. Ce sera le  
« 29 Septembre ».

commencer tout un travail de réflexion collective, commencer également les bilans.

Autrement dit il s'agit d'un résultat mitigé, un résultat qui n'est pas encore définitif, et qui dépend largement des mois qui vont s'écouler, de la capacité qu'auront ou non les Lips de maintenir leur combativité.

## CE QUI A PESE DANS LA BALANCE

Aussi, ce matin, ce n'était pas l'enthousiasme général. En fait le débat a moins porté sur le plan que sur les questions relatives à l'application du plan. En effet, c'est plus la situation politique générale qui pesait sur la décision que la combativité réelle des Lips, qui, elle, est encore en grande partie intacte.

Dans le rapport de forces final des dernières négociations a pesé l'attitude des directions confédérales : leur absence d'empressement à coordonner les luttes existantes sur l'emploi, leur absence surtout de réponse centrale en terme de mots d'ordre et de perspectives de lutte face aux attaques du Capital contre le niveau de vie et l'emploi de la classe ouvrière.

Dans ce contexte là, il était difficile pour les Lips de continuer à tenir envers et contre tous. Une formidable campagne d'intoxication avait de plus préparé le terrain : le plan Neuschwander favorable aux travailleurs (la preuve : Messmer est contre), Bidegain patron progressiste...

Beaucoup de monde poussait à une solution rapide : Bidegain, « patron de charme », qui fait démarrer les négociations à 16 heures un samedi, alors qu'il est difficile de faire des AG le week-end, Bidegain qui arrive avec son plan de bataille tout prêt et des documents déjà imprimés. Les dirigeants fédéraux des syndicats, eux aussi pressés d'en finir... La danse fut menée très vite.

En dépit du chœur d'âneries et de mensonges qui sont distillés un peu partout, plusieurs choses apparaissent clairement.

La première c'est que les Lips ont remporté une victoire politique contre l'obstination du pouvoir qui n'a abandonné qu'au dernier moment l'idée de faire de LIP « un exemple ». La seconde c'est qu'ils ont parfaitement eu raison de ne nourrir aucune illusion sur ce « patronat social » que des journalistes s'ingéniaient à présenter comme l'allié naturel de la classe ouvrière. La troisième enfin, c'est que le résultat final dépendra en grande partie du niveau de mobilisation que les Lips sauront conserver dans les mois qui viennent.

L'Assemblée Générale d'hier s'est terminée aux accents de l'Internationale. C'est déjà un signe...

S. Triton



Six jours de grève auront donc suffi pour faire céder l'intransigent patron des HBL : Lagabriele. Une victoire sans bavure pour tous les mineurs de Lorraine, mais aussi pour toute la classe ouvrière. La première qui soit aussi éclatante depuis mars 1973. Deux atouts l'ont rendue possible : l'unité et l'arme de la grève générale.

Mauvais salaires, déclassements pour blessure ou maladie, travail épuisant, accidents en série (6 morts depuis le mois d'août)... Depuis des mois, il ne manquait plus qu'une étincelle pour que les houillères prennent feu. Mais jusqu'ici la peur des fermetures de puits avait bloqué tout mouvement. On racontait tellement que le charbon n'était plus rentable et le métier condamné que les mineurs avaient fini par le croire.

Et puis la crise de l'énergie est arrivée : avec la hausse du pétrole et les difficultés d'approvisionnement, le minéral reprend brusquement de la valeur. Les mineurs se retrouvent en position de force face à la direction. Et, dans plusieurs pays d'Europe, ils sont partis en lutte, durement, avec le poids de toutes les colères accumulées. En Angleterre ils tiennent tête à un gouvernement Heath déchainé et préparent la grève générale, en Belgique, ceux du Limbourg se mobilisent, en France, les mineurs immigrés du nord débrayent à la suite de brimades racistes. C'est dans ce contexte qu'éclate la grève des cheminots de Lorraine.

## DE QUATRE CENT A DIX MILLE

Les premiers, les 400 cheminots des HBL partent en lutte. La direction refuse de céder et lock-oute 10.000 mineurs. Devant ce chantage, CGT, CFDT, FO poussent à la reprise. C'est l'échec total.

Mais la situation ne s'en tient pas là : aux 10.000 lock-outés qui réclament le paiement des jours chômés, elle offre... de récupérer le samedi. C'en est trop, cette fois-ci, ce sont toutes les houillères qui débrayent.

Et six jours après, la direction est contrainte de canner : elle paye les 12 jours





## LA COLERE DES GUEULES NOIRES A PAYE

de lock-out et de grève (2 jours pleins et 10 jours à 75%). Il reste bien quelques points noirs sur les classifications, mais jamais sans doute un tel résultat n'a été imposé.

Et, pour couronner le tout, les cheminots dont la direction refusait catégoriquement de payer les jours de grève redébrayent à 6 h le lundi. A 10 h ils sont reçus par la direction. A 10 h 30 le paiement des jours de grève est obtenu !

### UNE DIFFICILE GYMNASTIQUE

Quand a éclaté la grève des cheminots, la CFDT l'a soutenue. Mais le lock-out posait inévitablement le problème de l'extension du mouvement. Les cheminots, échaudés par les luttes passées, craignaient qu'une grève générale ne soit un moyen de noyer leurs revendications. Le risque était réel, mais les militants CFDT, ont eu le tort de s'adapter à cette réaction spontanée, sans voir le poids que pouvait avoir une grève générale des mineurs en ce début d'année dans la situation sociale. Elle n'a pu empêcher le forçage pour la reprise et l'échec.

Quant à la direction de la CGT, ce conflit a offert une magnifique illustration de sa ligne : la grève des cheminots la prend au dépourvu, elle condamne, réflexe habituel des bureaucrates devant un phénomène qu'ils ne comprennent pas. Puis, pour tenter de récupérer un mouvement animé par la CFDT, ils se livrent alors à une difficile gymnastique : soutien mitigé, appel à la grève générale, retrait du mot d'ordre, etc.

Pour finalement jouer ouvertement la démoralisation et pousser à la reprise des cheminots au nom de la « solidarité ouvrière ».

Un sabotage tel, que, dans un climat d'écœurement, les cartes syndicales ont volé chez les cheminots.

Mais le conflit a rebondi. La colère des lock-outés était telle que les bureaucrates ont dû en tenir compte. En d'autres temps, un lock-out serait peut-être passé comme une lettre à la poste. Pas aujourd'hui. Le samedi, la grève générale est décrétée chez les mineurs : 90 à 100 % de grévistes, on n'a jamais vu ça depuis 63. La direction CGT, qui sent la formidable poussée de la base, durcit alors le ton : elle menace d'étendre le mouvement à toute la France. La DGB (centrale syndicale allemande) refuse de convoier du charbon en France.

Cette volte-face de la CGT trouve d'ailleurs ses limites dans la ligne réformiste de sa direction : contrairement à 63, aucun effort de popularisation nationale n'est réalisé. « L'Humanité » reproche au patronat de prolonger la grève et de gaspiller du charbon si nécessaire en ce moment à « l'économie nationale ». Cette politique n'a pas donné à ce conflit la place centrale qu'il aurait pu avoir en ce début d'année. Cette première grande victoire ouvrière mettant en échec l'offensive anti-ouvrière du gouvernement n'a pas eu l'écho qu'elle méritait.

### PAS LE CHOIX

Pourquoi la direction des Houillères a-t-elle dû céder ? Elle n'avait pas le

choix : la politique de force qu'a tenté d'appliquer Lagabrielle était au-dessus de ses moyens. Il n'avait finalement qu'une carte en réserve : l'intervention de l'armée. Pour des raisons politiques il s'y est refusé. Il est significatif à ce propos que, très tôt l'éditorialiste de « La Nation » ait conseillé à la direction de négocier au plus vite.

### DES LENDEMAINS QUI PROMETTENT

Les mineurs ont repris le travail la tête haute. Non seulement leur combativité reste entière, mais au travers de cette lutte ils ont bousculé l'insolence féodale de Lagabrielle et accentué leur défiance vis-à-vis des directions syndicales réformistes. La dernière manifestation de Merlebach en a été l'image vivante : 2000 personnes dans les rues grises de la ville, un cortège combatif, bien structuré, des slogans agressifs : « Lagabrielle au poteau », « Lagabrielle si tu continues, la classe ouvrière... ». 800 manifestants refusant de se disperser et restant sur place pendant une heure, l'occupation de la direction frôlée d'un cheveu. Une anecdote significative : quand Mourer de la CFTC prend la parole pour appeler au calme, il se fait couper la parole par la foule des mineurs au chant de l'Ave Maria ! Comme disait un militant : « Chrétien peut-être, mais pas enfant de chœur ! ».

Où quelque chose a changé aux HBL. Dieu et de Wendel — comme on disait avant-guerre — ne reconnaîtraient plus leurs ouailles. La colère des gueules noires a payé.

## 8000 EMPLOIS MENACES

Galley l'a annoncé dans une conférence de presse : les effectifs de l'aéronautique devront être ramenés de 108 000 à 100 000 personnes dans un avenir proche.

Il a ajouté (on ne manque pas de cynisme quand on est ministre des armées) : « Cet objectif devrait être atteint sans licenciement collectif, du moins je l'espère ».

### LA SNIAS EN PREMIERE LIGNE

Déjà depuis plusieurs années, la SNIAS connaît des difficultés : la mévente du Concorde, le financement d'études qui profitent à Dassault, la concurrence capitaliste à l'échelle internationale, ont déjà conduit les patrons à licencier, de façon voilée :

— des centaines de travailleurs de la région parisienne ont dû quitter la SNIAS parce que leur mutation autoritaire en province leur posait des problèmes insurmontables,

— des centaines d'autres, pour ne pas courir le risque du chômage, ont cherché à se recaser ailleurs.

Aujourd'hui Galley annonce 8000 suppressions d'emploi d'un coup, et il ose prétendre que cela se fera par le jeu des « départs naturels ».

Quand on sait que la SNIAS (la plus touchée par les licenciements à venir car c'est elle qui fabrique le Concorde et l'Airbus) emploie 40 000 travailleurs, comment peut-on croire qu'une suppression d'emploi frisant les 20 % des effectifs se fera par le jeu des départs en retraite ?

### LE PENDANT DE CETTE POLITIQUE : LA REPRESSION

Pour faire passer les licenciements, les patrons espèrent la démobilitation et réprimant à tour de bras : à Toulouse, FO est utilisé comme flic dans l'usine, à Marignane, la liberté d'expression est totalement bafouée, à Suresnes, 200 travailleurs d'un coup reçoivent un avertissement... pour retards, à Courbevoie, un militant syndical n'obtient pas son reclassement. Partout la menace pèse : réprimer pour empêcher toute lutte collective.

### NON AUX LICENCIEMENTS !

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la concurrence capitaliste, ni à accepter ce que les patrons appellent « l'évaporation naturelle ».

La solution des patrons, c'est les licenciements. Celle des travailleurs, c'est la diminution des heures de travail sans diminution de salaire.

Si à la SNIAS les plans charge n'assurent plus que 80 % du total actuel des heures de travail, il n'y a qu'à limiter la semaine de travail à 80 % de la semaine de travail.

Pour assurer le maintien de l'emploi, il faut, au lieu des 42 h 30 actuelles

*La semaine de 35 heures !*

Conformément aux perspectives tracées par Galley, il faut s'attendre à ce que la direction tente quelques coups d'essais dans l'espoir de diviser et de remporter des victoires partielles en attaquant d'abord certaines catégories : les intérimaires, les jeunes, les militants syndicaux.

Pour s'opposer à cela :

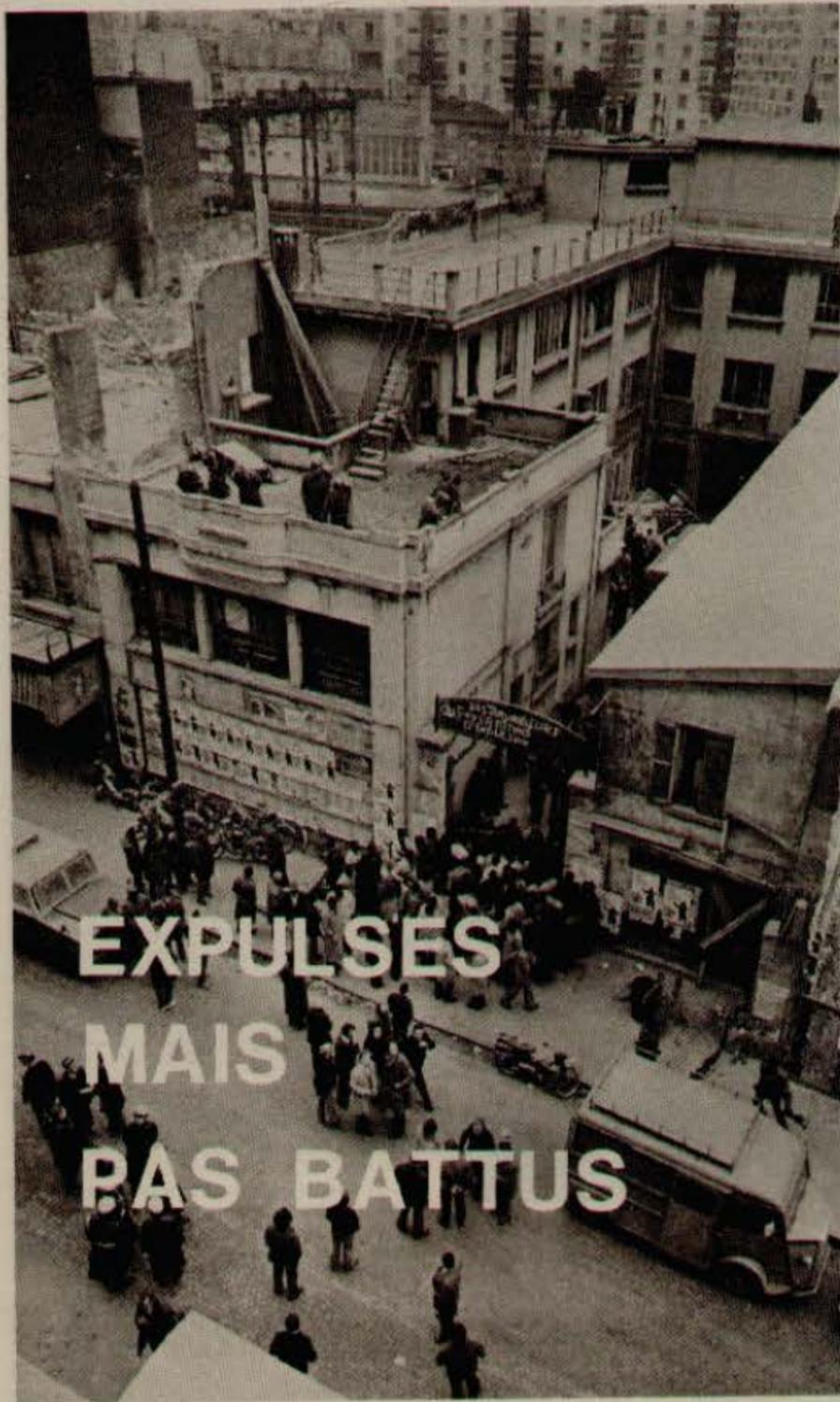
— titularisation immédiate de tous les intérimaires

— réintégration obligatoire des jeunes revenant du service militaire

— la retraite à 60 ans avec paiement intégral du salaire pour les travailleurs âgés

*Galley veut provoquer 8000 licenciements*

*Nous n'en tolérerons pas un seul !*



**EXPULSES  
MAIS  
PAS BATTUS**

Après avoir essayé tous les procédés possibles pour faire partir les travailleurs de leur foyer, la Préfecture a fini par employer la manière forte : samedi 19 à 7 h du matin, les hommes de Marcellin investissaient le quartier, cernaient le foyer, montaient à l'assaut... il nous semble utile de tirer un premier bilan de cette lutte exemplaire à bien des égards.

En effet, durant les neuf mois qu'a duré la lutte, la détermination des travailleurs pour l'obtention de leurs droits, le soutien du quartier n'ont cessé de croître. Cela n'est pas le fruit du hasard. En effet, tant dans leurs objectifs que dans leurs formes de lutte, les travailleurs ont évité les écueils du sectarisme des uns, des manœuvres de division des autres, du réformisme comme de l'ultra-gauchisme.

Les travailleurs du foyer étaient déjà organisés avant le début de cette lutte. Ayant eu à se battre pour de meilleures conditions de logement, ils avaient déjà leurs propres délégués reconnus par l'ensemble des travailleurs pour régler tous les différents avec l'administration ou la société qui possède le foyer (SOUNDIATA).

**L'AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS : LE COMITE DE LUTTE.**

Le comité de lutte avait ses réunions indépendantes.

C'est l'unité des travailleurs qui fit leur force tout au long de la lutte. Cette unité tenait en grande partie au fait qu'ils formaient une communauté à l'image de celle du village africain : cette vie en communauté leur permettait de palier les difficultés de tous les travailleurs immigrés en France (trouver du boulot pour les chômeurs, soigner les malades, repas communs etc.) Et cela, par delà les différentes ethnies : l'administration essaya constamment de jouer sur ces différences pour diviser les travailleurs entre eux. Elle n'y parvint pas. On comprend alors l'importance du mot d'ordre prioritaire des travailleurs : être relogés ensemble.

**LE COMITE DE SOUTIEN**

Au départ, le comité de soutien regroupa jusqu'à une trentaine d'organisations du quartier. On n'avait jamais vu ça : toute la gauche, l'extrême-gauche, les centres d'alphabétisation, les associations de défense des immigrés, les associations de locataires, les organisations africaines se retrouvaient unis dans la lutte pour soutenir les travailleurs. Un meeting commun concrétisa cette unité. De nombreux habitants du quartier vinrent renforcer les rangs du comité de soutien.

Son vote était indicatif : seul le comité de lutte décidait en dernier ressort. Le comité de soutien fut une réelle école de démocratie pour tous ceux qui y participèrent régulièrement.

Mais la démocratie semble gêner certains quand il s'agit de la démocratie entre les travailleurs. Dès le début, il a fallu se battre contre les exclusives de Révolution voulant rompre avec les « réformistes » (PC, PS etc.) De même, la direction du PCF ne put supporter très longtemps que ses militants côtoient les révolutionnaires dans la lutte. Aussi le PC devait-il rapidement quitter le comité. La palme du sectarisme revient à l'UL-CGT qui expliqua aussitôt après qu'eux aussi quittaient le comité pour des raisons « internes » !!!

Le résultat est que l'UL ne mobilisa pas les boîtes du 14ème (hôpitaux et surtout PTT-Brune à 500 m du foyer).

De plus, les camarades du PC et leur fraction dans la CGT réussirent

à déverser leurs calomnies au moment même où les travailleurs du foyer et une centaine de militants du comité de soutien étaient embarqués dans les cars de police. Leur tour de force le jour de l'expulsion fut de faire signer un tract PC, PS, UL-CGT-14ème par un membre du PS peu au courant de la lutte alors que la majorité des militants du PS, membres du comité de soutien attendaient au commissariat du XIII que les hommes de Marcellin les libèrent !!! D'autre part, à chaque fois que le PC mit ses élus en avant pour peser sur la Préfecture, ce ne fut jamais de manière claire sur les mots d'ordre des travailleurs.

En ce qui concerne la CGT, on a cru que ces méthodes allaient changer quand on vit arriver le délégué du syndicat des nettoyeurs, nous promettant de mettre tout le poids (réel) de son syndicat pour soutenir les travailleurs. Trois semaines après, il nous expliquait que son syndicat ne pouvait plus soutenir les mots d'ordre des travailleurs parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec ces mots d'ordre.

Nous touchons là une question de principe. Nous avons toujours au sein du comité essayé de poser les problèmes en leur fond (les initiatives, les mots d'ordre, la négociation, l'auto-défense, etc.)

Pour le PC, le désaccord signifiait le départ. Pour LO on ne discutait pas : on attendait que les travailleurs du foyer décident. En ce qui nous concerne, nous pensions que nous avions des propositions à faire, des désaccords à exprimer. Seul le débat fait avancer les choses et permet d'y voir plus clair. Quand nous étions minoritaires, nous nous sommes toujours ralliés à la position des travailleurs.

**THOMSON/CSF : A MALAKOFF LES TRAVAILLEURS EXIGENT 200 F D'AUGMENTATION UNIFORME ET L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES SUR INDICE SYNDICAL !**

A la Thomson/CSF Malakoff, cela fait maintenant plusieurs mois que certains secteurs ont commencé la lutte par des débrayages de harcèlement. Vendredi 18 le mouvement s'est soudainement élargi : 800 travailleurs ont alors débrayé. Le lundi et le mardi d'après, 1300 salariés de la boîte défilent dans les rues de Malakoff, depuis ce sont 2 débrayages quotidiens avec rassemblement devant l'usine qui mobilisent la masse du personnel.

**DES REVENDICATIONS EXEMPLAIRES**

Les travailleurs de Malakoff ont deux mots d'ordre essentiels et immédiats :

- 200 F pour tous
- échelle mobile des salaires sur indice syndical.

Ces revendications, comprises dans la récente plate-forme intersyndicale CGT-CFDT, au niveau du trust, sont ainsi choisies prioritairement, mises en avant. Pour le PDG Richard, elles sont dangereuses car elles peuvent aisément être reprises par les travailleurs des autres centres THOMSON.

**UN DEBUT D'EXTENSION DU MOUVEMENT.**

Jeudi 24, le centre de Bagneux est entré à son tour en lutte. 400-500 personnes ont débrayé à l'appel des syndicats, même chose le lendemain. Aujourd'hui, mardi 29, la mobilisation a encore un peu progressé, 500 à 600 salariés ont débrayé à 2 reprises. Au centre de Sartrouville, jeudi 24 les A.T., puis vendredi 26 la mécanique et la tôlerie ont débrayé. En début de semaine, les grèves continuent avec défilés dans les ateliers regroupant

Si nous avons beaucoup parlé de l'UL-CGT, c'est qu'elle avait au moins le mérite d'être là. L'UL-CFDT, quant à elle, après une brève apparition au début ne mit plus les pieds dans le comité de soutien.

**LES FORMES DE LUTTE**

Un travail considérable a été fait par les militants participant régulièrement aux activités du comité de soutien (routes d'alphabétisation, LO, PSU, Rouge, FEANF, GISTI, UCTSF, ASTI, ACTAF, AGTAG, habitants du quartier...) meetings, tracts, affiches, manifestation, travail d'information auprès de toutes les « autorités compétentes », campagne de presse, pétitions, porte à porte, etc., contacts avec les boîtes, les facs, les lycéens qui le jour de l'expulsion se mirent en grève et organisèrent une manifestation dans le quartier.

Les semaines qui précédèrent l'expulsion, un système de surveillance efficace fut mis en place tant à l'extérieur (permanence dans différents lieux du quartier, listes du téléphone...) qu'à l'intérieur (guet sur le toit, aux portes, veillées, à l'intérieur toute la nuit, contacts radio, etc...)

Tout cela explique que les quelques fascistes du coin, après avoir tourné autour du foyer ne s'en approchèrent pas trop et que le jour de l'expulsion, les hommes de Marcellin durent calmer leurs velléités répressives.

**LA LUTTE CONTINUE**

A peine arrivés dans leurs « nouveaux foyers » (cinq au lieu des trois promis par la Préfecture), les travailleurs sont décidés à continuer la lutte pour imposer leurs droits au relogement, leur refus des règlements intérieurs et des tarifs abusifs (80 F pour 6 jours en janvier !). L'administration croit avoir éliminé Losserand : en dispersant les travailleurs, elle vient de créer cinq nouveaux « Losserand » !

plusieurs centaines de travailleurs qui exigent eux-aussi 200 F pour tous.

**ORGANISER, COORDONNER, ETENDRE ENCORE LE MOUVEMENT !**

Il est clair que des débrayages répétitifs, isolés et sans perspectives risqueraient d'user, à la longue, la combativité. La tenue de véritables assemblées générales pendant les grèves, voire l'élection de représentants des grévistes, la mise en place d'une liaison dynamique entre les différents centres deviennent donc tout à fait nécessaires pour faire plier la direction générale, pour faire en sorte aussi que la négociation de la nouvelle convention nationale s'amorce avec le meilleur rapport de forces possible.

29-1-74

Correspondant

**SOVIREL**

**APPEL de l'union locale CFDT pour la réintégration**

**L'appel pour les ouvriers débrayés au sein des 7 usines de Sovirel de nos homologues de l'UL.**

**Il est demandé que :**

- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 14 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 18 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 20 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 22 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 24 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 26 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 28 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 30 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 32 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 34 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 36 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 38 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 40 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 42 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 44 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 46 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 48 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 50 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 52 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 54 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 56 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 58 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 60 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 62 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 64 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 66 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 68 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 70 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 72 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 74 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 76 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 78 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 80 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 82 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 84 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 86 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 88 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 90 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 92 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 94 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 96 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 98 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.
- l'UL-CGT de Sovirel se réunisse tous les jours à 100 heures à la salle de la mairie de Sovirel pour discuter de la situation et de la lutte.

**la réintégration**

**et apportent leur soutien pour la réintégration**



LES POLICIERS POURSUIVIS APRES LES INCIDENTS  
DE LA RUE MADEMOISELLE :

## « Nous avons confiance dans la justice de notre pays »

On connaît les faits, presque banals dans la France de Pompidou : un jour de mai 71 deux adolescents passent à proximité d'une manifestation, sont « reconnus » par les policiers et copieusement tabassés, « à la mêlée » comme au rugby. Bilan : un traumatisme crânien, des coups à la rate, une invalidité permanente partielle pour Jean-Marc Allouche, l'une des victimes. En compagnie de ceux de Philippe Thobois, l'autre victime, les parents de Marc portent plainte et se constituent partie civile. L'information est ouverte, dure plus de deux ans. Rien que de très « normal » dans tout cela.

■ Ce qui l'est moins c'est que 4 policiers ont été finalement inculpés et que l'affaire est venue à l'audience. Encore n'est-ce pas sans mal. Sans doute était-il difficile de faire autrement dans la mesure où il y avait constitution de partie civile, mais il semble bien que le président Schlexer et le substitut Pomier représentant le Parquet, auront fait tout leur possible pour que les plaignants s'en mordent les doigts. Tout s'est passé en effet comme si ces derniers étaient eux les coupables (le président allant même jusqu'à appeler les avocats de la partie civile « la défense »), les policiers poursuivis — et qui sont à notre connaissance restés dans la police — ne semblent là que pour apporter leur témoignage.

Encore n'a-t-on pas gratté trop loin sur leur véracité. Les contradictions existant entre les témoignages devant le juge d'instruction et ceux de l'audience n'ont pas été jugées dignes d'intérêt par un Parquet plus prompt à accabler les victimes qu'à demander la condamnation des inculpés. De même a-t-on pudiquement couvert les tentatives de subornation de témoins, les pressions multiples dont avaient été l'objet Marc Allouche et Philippe Thobois pour leur faire retirer leur plainte. Bref, si le mot connivence a un sens, c'est bien dans ce procès qu'il a pris sa pleine dimension : celui de l'alliance de la balance et de la matraque. Il était d'ailleurs difficile d'en douter à la vue de la salle où seuls des policiers (et quelques journalistes) avaient été admis.

Le jugement ne sera rendu qu'en février, mais déjà ce procès a souligné plusieurs points qui méritent qu'on y porte attention.

1) La majorité des affaires où des policiers sont accusés de violence ne se terminent pas par des procès. Lorsque, par exception, il en va autrement, l'affaire est tellement désamorcée qu'elle ne présente quasiment aucun danger. Si par malheur, la presse en parle, la salle est bourrée d'un public policier de façon à ce

que la publicité de l'audience soit la plus réduite possible.

2) Si malgré cela la presse s'acharne, le Parquet qui en principe doit accuser n'hésite pas à prendre ouvertement la défense de la police. Dans ce procès, il est évident que le simple substitut Pomier n'a pas pu prendre seul cette décision : il a obéi aux ordres du pouvoir. La signification de cela est claire : le pouvoir est décidé à couvrir toutes les « bavures » et à soutenir, jusqu'au bout, ses policiers. A charge pour eux de soutenir, jusqu'au bout, le pouvoir. De ce point de vue, le procès de la rue Mademoiselle est plus qu'un symbole. Il est la proclamation publique, adressée aussi bien aux policiers qu'à l'opinion publique, du renforcement de l'alliance entre le pouvoir et les secteurs les plus fascistes de l'appareil d'Etat.

3) Cette politique de même qu'elle a ébranlé le corps de la police ne se fera pas sans grincements dans la magistrature. Nombreux sont les magistrats qui confrontés à cette réalité devront réviser leur conception traditionnelle de la justice « au-dessus de la mêlée ». Cette politique ouvrira une période d'intense polémique et conduira à de profonds clivages à l'intérieur du corps. Déjà le juge Fuster — plus connu sous le nom de Casamayor — n'a pas hésité pendant l'audience à prendre violemment à partie le président Schlexer et sa façon partielle de mener les débats. Déjà, l'Union fédérale des Magistrats — organisation conservatrice — n'a pas hésité à critiquer publiquement le syndicat de la magistrature. La profonde sérénité du corps est bien morte, et chacun devra choisir son camp.

« Le Monde », faisant allusion à une phrase de Jean-Paul Sartre sur la police, se demandait si une partie de la magistrature ne devenait pas fasciste. Les comportements du président Schlexer et du substitut Pomier ont pleinement justifié cette question.

G. Marion

NICE :

## La justice aveugle

« Cette affaire a été démesurément grossie et les proportions qu'on lui donne sont nettement exagérées », s'exclamait M. Ducret directeur de la « police de la police », quelques jours après l'arrestation des flics cambrioleurs de Nice. Qu'il se rassure : la justice a démesurément réduit l'affaire à des proportions nettement inférieures à tout ce qu'il pouvait espérer...

■ Déjà, quand le brigadier René Serra avait été interpellé au cours d'un vol, il n'avait pas été arrêté et était tranquillement rentré dormir, sûr de lui au point de ne même pas faire disparaître le butin amoncelé dans son appartement. Arrêté (sans doute une lutte de fraction entre Médecin, maire « fascisant » de Nice et l'UDR locale), il avoua tout, mouilla ses complices, fit allusion à Romans, cette ville qui semble être aujourd'hui la plaque tournante du SAC et du milieu. Il parlait trop, on raccourcit l'enquête, le Préfet des Alpes Maritimes fut muté ailleurs, les supérieurs directs de Serra également. Plus personne à interroger ? Plus personne, et surtout pas le « milieu » qui régent la vie politique niçoise...

Le 25 janvier, la caricature de procès a eu lieu : quatre heures d'audience, un avocat qui confie « On nous a demandé d'en finir avant le déjeuner », pas de témoins à charge, par de partie civile, un réquisitoire qui consacre plus de temps à l'apologie de la police

française qu'à la dénonciation des coupables, un verdict immédiat, des peines relativement légères... « La poignée de policiers indignes » va payer, certes, mais rarement la chappe de plomb du silence officiel aura pesé aussi lourd, jamais la justice n'aura été aussi volontairement aveugle.

Et c'est là qu'est le plus inquiétant. Pas dans le fait que des policiers volent, ou soient couverts par leurs supérieurs. Mais dans le fait que la police se trouve mise au-dessus des lois, que son procès ne puisse être fait, qu'elle soit intouchable autrement que par quelques malchanceux boucs émissaires. Donc, qu'en son sein, les brebis galeuses politiques ou criminelles (qui sont souvent les mêmes et que le pouvoir recrute souvent volontairement) y reçoivent l'encouragement habituel donné dans toute police corrompue, répressive, dictatoriale : « Faites ce que vous voulez mais ne vous faites pas prendre. » A croire qu'une telle police est l'objectif actuel de Marcellin...



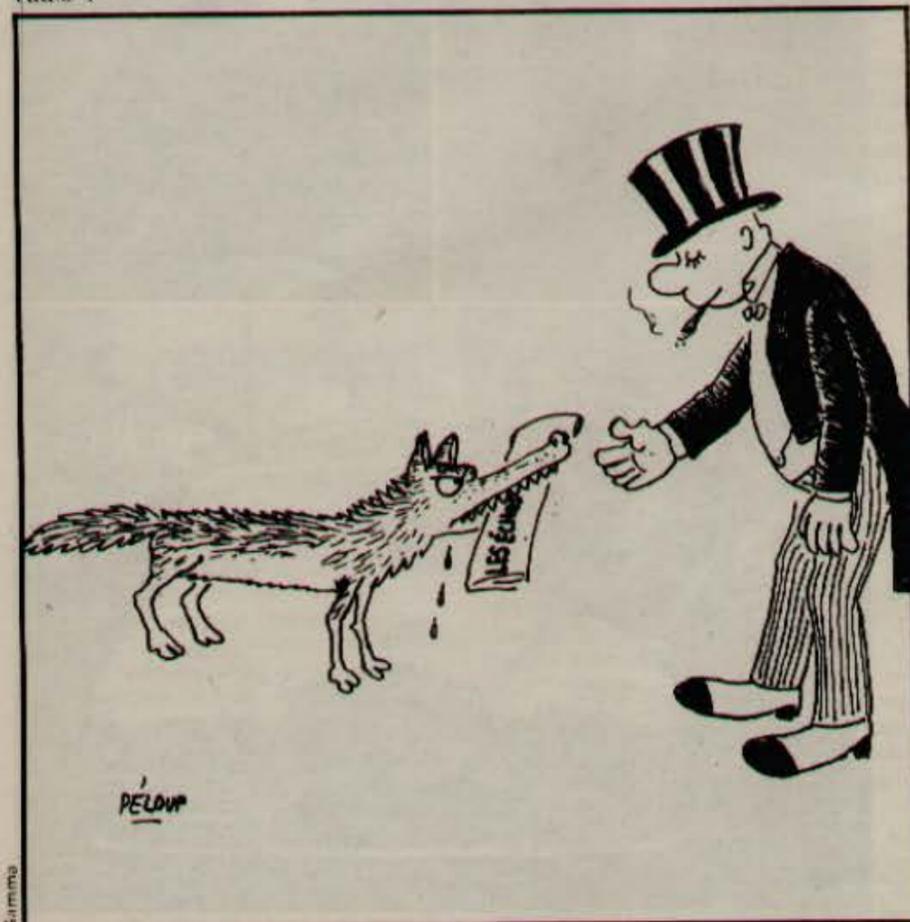
Entre l'arrestation d'autonomistes basques et la protection de la Rolls Royce de Sheila le jour de son mariage... les méthodes varient !!!

# entre requins et loups



Frenkel et le député UDR Henry-Rives de Lavaysse

L'affaire de la « Garantie Foncière », pour l'opinion publique, c'est avant tout la compromission d'un député UDR dans un scandale immobilier. Ou, en fouillant un peu plus, un affrontement entre personnalités et cliques de la majorité, entre « respectables » des R.I et « parvenus » de l'UDR. Mais cela n'explique absolument pas l'ampleur prise par l'affaire; l'obscur Rives-Henri ne méritait pas un tel remue ménage, et la bourgeoisie ne nous a pas habitués à ce que des règlements de compte politiques en son sein fassent autant de bruit et lui coûtent aussi cher. De plus — et le procès a mis cela encore plus en lumière — les faits reprochés à Frenkel, Rochenoir et consorts sont des faits couramment admis dans le monde des affaires, et qui n'y déclenchent d'habitude ni scandale, ni épuration, ni surtout poursuite en justice : nomination de potiches au conseil d'administration de la Garantie Foncière ? Mais les vieillards gâteux et les anciens préfets qui peuplent tous les conseils d'administration ne sont-ils pas des potiches ? Manipulations entre sociétés contrôlées par un même groupe ? mais toutes les grandes sociétés ne font-elles pas la même chose (les voyages fictifs de l'acier en Europe en 70, les combines pétrolières, ou les trusts pharmaceutiques qui augmentent le prix de leurs matières premières en leur faisant passer fictivement des frontières) ? Ce ne sont donc pas les tripatouillages (fraudes ?) des dirigeants de la Garantie Foncière qui sont en cause dans le procès qu'on leur fait. Alors, qui est en cause ?



PELOUP

Une société civile immobilière, la Garantie Foncière, qui promet à ses souscripteurs 10,25 % d'intérêt (taux énorme), acquiert et loue des immeubles pour réaliser ces bénéfices. Sa gestion est assurée par une autre société, dirigée par Frenkel. Lequel Frenkel possède une 3e société dont l'activité consiste à acheter, rénover et revendre des immeubles anciens. L'idée de Frenkel est de lier ces différentes responsabilités : il achète un immeuble ancien, le rénove, le revend beaucoup plus cher à la GF qui, elle, le loue ensuite à un bon prix ; ainsi, d'une part il encaisse un bénéfice considérable, mais, d'autre part, il satisfait les souscripteurs de la GF qui touchent effectivement leurs 10,25 %. Et le tour est joué ! Ou y a-t-il scandale ? Dans la sur-évaluation du prix des immeubles ? Mais n'est-ce pas la pratique de toutes les sociétés mères avec leurs filiales que de sur-évaluer fournitures, matières premières ou services ? Si le bât blesse, c'est ailleurs...

## POURQUOI LES SOCIÉTÉS CIVILES ?

Elles ont été créées avant l'essor industriel de la France, et correspondaient à une conscience capitaliste embryonnaire de la nécessité de grouper les capitaux. Elles reposaient sur un contrat présumant que leurs actionnaires se connaissaient entre eux. Les Sociétés Anonymes créées dans la 2e moitié du 19e siècle, abandonnant cette clause, permirent de concentrer une masse et un nombre bien plus grand de capitaux. Elles rejetèrent les sociétés civiles aux oubliettes, à tel point que la législation fiscale élaborée depuis omit de les inclure dans les sociétés imposables.

L'astuce de ceux qui, dans le milieu des années 60, recréèrent des sociétés de ce type fut de combiner l'avantage d'échapper à l'impôt avec le non-respect de la clause qui présumait que les actionnaires devaient se connaître. Les actionnaires (souscripteurs) furent donc nombreux pour ces sociétés légalement inexistantes qui, n'ayant pas droit à un réseau de guichets, durent utiliser pour se faire connaître une publicité bruyante et alléchante. En 68, le décret qui « réglementait » cette publicité reconnut implicitement les sociétés civiles...

## POURQUOI L'IMMOBILIER ?

Sous la pression de la crise sociale de l'entre-deux guerres, la bourgeoisie française ayant été conduite à bloquer les loyers, le secteur immobilier était devenu non-rentable. A la fin de la guerre, un plan de reconstruction (1945-1954) portant sur 500 000 logements fut prévu et appliqué. Il ne suffisait évidemment pas (depuis 1960, c'est près de 500 000 logements par an qui sont construits !) aussi, dès 1948, les loyers furent-ils libérés pour les constructions postérieures à cette date. Une seconde loi rendit non imposables les achats d'immeubles. C'était un encouragement fantastique au gangstérisme immobilier, mais le grand capital n'en saisit pas l'occasion. « Une main dans la politique, l'autre dans les affaires, et les deux pieds dans le milieu », toute une génération de combinards issus de la Résistance s'empara du fromage. Les bénéfices considérables ainsi réalisés pourvurent en fonds de nombreuses familles politiques de la droite, et principalement les gaullistes. Leur arrivée au pouvoir en 58 permit l'osmose définitive entre les parvenus de la finance et les aventuriers politiques qui acquièrent leurs titres de noblesse et intégrèrent la « bourgeoisie respectable ». Les banques et le capital, prenant peur, décidèrent alors de réduire cette « zone franche ».

## L'OFFENSIVE DES BANQUES

En 64-65, une première victoire du grand capital fut le vote d'une loi exigeant une garantie bancaire pour les opérations immobilières (c'est-à-dire des fonds à l'avance). Le succès des sociétés civiles immobilières leur permit de réunir ces fonds sans passer par les banques, et le

danger apparut clairement pour celles-ci lors de l'affaire du « Bon Marché » : les quatre frères Willot, spécialisés dans le rachat, la remise en route et la revente des sociétés en difficultés, refusaient de se lier aux banques. Lorsqu'ils eurent besoin de fonds pour l'opération « Bon Marché », celles-ci leur posèrent en 69 un ultimatum qu'ils refusèrent en arguant des 10 milliards que leur proposait... la « Garantie Foncière ». La coupe était pleine. Le 22 décembre, le directeur de la Banque de France écrivait au Ministre des Finances. Le 26 janvier suivant, le ministre des Finances en appela au ministre de la Justice. Le 4 février, la Police Judiciaire était à la « Garantie Foncière ». Peu de temps après, 146 plaintes s'accumulaient sur la tête des frères Willot...

## LES LOUPS ENTRE EUX

Le procès de la Garantie Foncière a donc eu lieu, mais n'a rien révélé de plus. D'une part, parce que trop d'intérêts puissants sont en jeu, beaucoup de noms ne seront — d'un commun accord — jamais prononcés. D'autre part, faire le procès de Frenkel, pour la justice bourgeoise, c'est faire le procès de son propre système. L'argent, les intérêts, la corruption, sont des deux côtés de la barre. Gros requins contre petits requins, par juges interposés... Ces derniers diront : « de tous, accusés, accusateurs, avocats, témoins, etc, c'est nous qui en savons le moins ». Les avocats de la défense répondront à juste titre : « il y a des pièces qui ont disparu du dossier, il y a eu usage de faux par le juge d'instruction, il y a eu perquisition illégale chez un avocat, il y a même eu « lettre de cachet » (Rochenoir emprisonné sans avoir eu connaissance de la totalité des charges pesant contre lui) ». C'est un fait : rarement la justice bourgeoise aura été si expéditive, si brutale, si « injuste ». C'est que Frenkel est un petit loup malade livré en pâture au public pour détourner l'attention des grands frères dont les spéculations ne sont pas poursuivies. Il s'est défendu en expliquant : « je n'ai fait que vouloir gagner de l'argent, et vite » et « ce que j'ai fait, toutes les sociétés le font ». Là-dessus, il est aussi inattaquable que sur le plan strictement légal : tout le procès s'est déroulé en phases successives, « cet acte-là était-il légal ? et celui-ci ? et celui-là ? »...

Faute de légalité, de droit et de morale la justice soumise au grand capital a utilisé la force pour faire triompher celui-ci contre ses concurrents. Frenkel ira en prison. Entre temps les banques ont créé, sous leur contrôle, des sociétés civiles immobilières...

## JUSTICE OU JUSTICE ?

Le 5 avril 1973, lycéens et étudiants manifestent à Nice contre la répression policière. La police charge et arrête dix camarades dont Philippe FORDJMAN, diffuseur de Rouge. Accusé de violences à agent sur témoignage de policiers, il est mis en liberté provisoire mais placé sous contrôle judiciaire. Il n'a pas le droit de quitter Nice, de s'approcher d'un établissement scolaire et doit se rendre régulièrement devant les autorités. Le 3 mai, Robert BIAMONTI qui n'avait pas été arrêté le 5, est inculpé à son tour et placé lui aussi sous contrôle judiciaire.

Le 5 décembre, l'affaire est jugée. Deux ménagères témoignent contre les flics. En conséquence la Cour rend un verdict de clémence. Chacun des inculpés est condamné à 1000 F d'amende avec sursis. Le Parquet de Nice fait alors appel à minima. Le résultat :

Robert est condamné à 8 jours avec sursis et 500 F ferme

Philippe, deux mois avec sursis et 1000 F fermes.

Le jugement est dur en regard des faits. Lorsque les flics passent en procès, les juges les consolent, lorsque ce sont des militants révolutionnaires, ils frappent. En France il y a justice et justice !



DOSSIER MARGIVAL



L'armée a droit à 7% de pertes humaines, et 3% de pertes matérielles.

Tous les dessins sont extraits de tracts-bandes dessinés au Front des marins, des soldats et des amateurs révolutionnaires (FMSAR). « La vie de château » décrite par ceux-là mêmes qui la dégustent...

# le crime de margival

Faire le silence. Etouffer l'affaire. Bref, la mort des 8 soldats du tunnel de Chezy ne doit pas devenir une « affaire ». A aucun prix. Tout au plus un pitoyable fait divers bientôt effacé par la ronde des accidents de la route et des crimes passionnels.

Eh bien non ! Le silence ne se fera pas si facilement sur le crime de Margival. Jour après jour, l'armée assassine. Accidents de camions, balles perdues, recrues décédées faute de soins, chaque fois c'est la « fatalité » qui frappe. Mais derrière l'alibi fataliste, la froide réalité du droit aux 7 %.

Lorsque les antimilitaristes dénoncent ces crimes, la justice frappe. Lorsque le scandale est trop énorme, comme à Chezy, la machine à mentir se met en marche. Galley met son point d'honneur à être le premier à l'actionner : tout ceci est la faute de cet imbécile de sergent-chef. Les morts ont toujours tort.

Les 2 et 3 février, les antimilitaristes se mobilisent massivement pour dénoncer le crime de Margival. Dans toute la France, les appelés, les soldats du contingent et la population seront informés. Ils ont droit à la vérité sur cet accident.

Les 2 et 3 février, l'armée est au banc des accusés.

Une section fauchée par un train dans un tunnel. Huit morts, cinq blessés graves. Cela s'est passé dans le cadre d'un stage d'entraînement commando, près de Margival (Aisne). « Imprudence tragique », « faute lourde qui relève de la désobéissance la plus formelle et de l'aberration » comme l'explique le ministre Galley ? La mort des huit de Margival oblige selon nous à aller beaucoup plus loin que ces dérisoires explications.

● Au sinistre petit jeu de « qui est coupable » les charognards de petite et grande volée s'en sont donné à cœur joie.

- Certains journalistes d'abord, qui comme Marcel Haedrich sur Europe numéro 1, quelques heures à peine après l'annonce de « l'accident », et avant les résultats de toute enquête, n'hésitait pas une seconde à attribuer les responsabilités à « ces malheureux imprudents d'appelés, qui pour rentrer plus vite au camp avaient enfreint le règlement... »
- Les responsables militaires ensuite qui ont très vite fait savoir qu'il est formellement interdit à une troupe militaire à pied d'emprunter un tunnel

ferroviaire. Comme s'il n'existait pas à l'armée une légère différence entre le règlement « formel » et les pratiques les plus quotidiennes. Les brimades aussi sont, paraît-il, « formellement » interdites. Hypocrites et menteurs, les gradés ont une certaine habitude pour ce qui est d'éponger les bavures. Cette fois-ci, cela ne trompe personne.

- Le ministre Galley enfin, qui a jugé habile (le style c'est l'homme) de choisir le bouc émissaire parmi les victimes et a fait du sergent chef qui dirigeait la section le principal responsable du drame pour blanchir les cadres militaires.



# LE CRIME DE MARGIVAL

## PUNISHMENT PARK

De même que l'organisation capitaliste du travail, orienté vers le seul critère patronal de profit maximum implique de par sa logique même l'abrutissement des travailleurs, la meurtrissure et souvent la mutilation de leur corps, au même titre l'organisation militaire bourgeoise avec son mépris permanent de la troupe-chaî-canon, son décervelage systématique, sa discipline aveugle implique les « accidents », les « bavures ». Margival, ce n'est pas un événement exceptionnel sur lequel on peut « s'attrister » (Galley toujours !),

analyser les événements de Margival. A partir de là qu'on doit accuser.

## UNE LOGIQUE CRIMINELLE

C'est la fin du stage, la dernière épreuve d'endurance. Un camarade du FSMAR nous explique : « Il s'agit de faire une marche de 90-100 kms en trois jours, avec ration de survie - c'est encore moins que les rations de guerre ! - sac à dos et armement. Les soldats sont en plus traqués par le « plastron », c'est-à-dire une unité motorisée (jeeps) équipée de radars et chargée de les pénaliser s'ils se font repérer. Les pénalisations sont les suivantes :

*La Caserne*

JOURNAL DU FRONT DES SOLDATS, MARINS ET AVIATEURS RÉVOLUTIONNAIRES.

JANVIER 74



## MENTEURS ET

c'est le produit direct de toute la logique militaire bourgeoise.

Le but du CFC de Margival, c'est de « développer l'esprit commando », de « renforcer la cohésion des unités ». Comment ? Oh, pas par de grands discours. Les guerriers, ces hommes rudes aux idées simples, ne les prennent guère. Leur but, ils l'atteignent très simplement. Il suffit d'organiser trois semaines où se succèdent à un rythme délibérément infernal les parcours de pistes du risque, les marches, les crapahuts divers, les exercices de survie, d'évasion, de sabotage, la lutte anti-char ; la lutte en milieu urbain aussi, bien sûr (Margival a été créée en octobre 68 !). Tout cela sans progression, pour briser tout de suite les résistances : un vieux procédé toujours efficace. Il ne faut pas s'y tromper, le but n'est nullement de donner aux appelés une formation technique de combattants (après tout ça pourrait être dangereux), il s'agit au contraire de les déformer suffisamment dans leurs réflexes et leur raisonnement pour en faire des exécutants aveugles, soumis, prêts à obéir dans n'importe quelles conditions. Abrutis robotisés prêts à tuer n'importe quel adversaire. Les « rouges », comme c'est la tradition, l'ennemi intérieur... Développer l'« esprit commando » c'est renoncer à toute réflexion, oublier toute norme de sécurité, pour soi et pour ses camarades, oublier la nature de l'« adversaire » présent. Voilà le fin du fin. Margival, comme tous les autres Centres d'Entraînement Commando est une parfaite école du crime.

A Margival, mais pas plus qu'ailleurs, les accidents sont fréquents. Les camarades du Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires notent, pour la seule première semaine de décembre 73 deux fautes caractérisées de la hiérarchie (mauvais entretien du matériel) qui se soldent par 4 blessés et 4 fractures. Brimades et propos fascistes émaillent également la vie quotidienne. Tout cela a une fonction précise dans un conditionnement d'ensemble. Evidemment, ce n'est pas tout à fait par hasard si le nom du local où l'encadrement aime à s'adonner à quelques beuveries (développement de l'esprit de commando ?) s'appelle le « chalet d'Hitler », très officiellement. L'important, c'est qu'au dernier jour du stage, stade suprême du bourrage de crâne, les appelés soient des « commandos » et que fiers de se reconnaître eux-mêmes comme tels, ils arborent l'insigne du camp (aigle et poignard !) qu'enfin ils ont le droit de porter. C'est, en plus vulgaire, le coup de la « casquette Bigeard ». Contents, tout bilan fait, d'être passés par cette merde, certains s'en vanteront auprès de leurs copains. On a les Dien Bien Phu qu'on peut. Mais la machine militaire a des conséquences effectives que les anti-militaristes ne peuvent ignorer. Et c'est bien à partir de là qu'on doit

- retrait de jetons (chaque section dispose de 5 jetons au départ)
- supplément de marche de quelques kilomètres
- obligation de mettre un homme sur un brancart et de le transporter sur plusieurs kilomètres.

« Ce n'est peut être pas « Punishment park » mais ce n'est pas mal non plus !

La hiérarchie joue sur les mots quand elle dit que le passage par le tunnel était interdit. Un itinéraire prévoyait bel et bien de suivre la voie ferrée. Notamment si la section avait été repérée, ce qui était le cas. A partir de là, contourner la colline (en marche de nuit, faire plusieurs centaines de mètres en plus avec le risque de s'égarer...) ou gagner un peu de temps et de distance en traversant le tunnel devient une alternative dont la solution est évidente. D'autant plus que la logique même du stage commando exige qu'on apprenne à prendre des risques. En l'occurrence celui de sa peau. Pour quelques jetons, pour être sûr d'avoir sa perm' à la fin du stage ! Le chef de section est responsable ? Peut être. Mais pas plus qu'un autre. Tout comme les autres, il était pressé d'en finir. Pressé de rentrer, de dormir, de quitter cet enfer fabriqué par la hiérarchie militaires. C'est pour l'enjeu dérisoire de ce jeu, fabriqué dans le cadre du « chalet d'Hitler » ou d'un ministère quelconque, que huit gars sont morts dans des conditions atroces.

Et c'est un crime. Ceux qui pour construire leur armée de guerre civile cassent les hommes, les conditionnent à mépriser leur vie comme celle de leur « adversaire » sont les coupables. Etre réduit à risquer sa vie pour quelques kilomètres, c'est aussi être sans ressources de soi quand il s'agit de tirer sur ses frères de classe. Le but des stages commandos c'est très précisément de rendre possibles de telles « aberrations ».

C'est cela que les marxistes révolutionnaires et tous les anti-militaristes doivent dénoncer, combattre. La presse a du faire une large place au crime de Margival. Elle se tait maintenant. C'est le devoir absolu des militants anti-militaristes de dénoncer les conditions qui ont rendu possible la mort des huit de Margival, d'expliquer comment le crime a été possible, comment il se reproduira, d'expliquer comment l'armée tue, en toute impunité, quoi qu'en dise Galley qui tergiverse avec le talent qu'on lui connaît sur les 7 % de pertes.

Dans les casernes, on s'en doute, l'événement a suscité une indignation considérable. Le FSMAR nous a fait parvenir un exemplaire d'un tract tiré le jour même de la mort des huit et qui a été diffusé dans les casernes de l'ensemble du territoire. D'autres ont suivi, braquant le projecteur sur la responsabilité du commandement. La colère lucide des appelés contre la caste des assassins



galonnés se manifesteront sans nul doute dans les prochaines luttes. Malgré les efforts de la bourgeoisie, de sa presse aux ordres, la mort des huit camarades de Margival n'est pas près d'être oubliée.

CONSTITUTION D'UNE COMMISSION CIVILE D'ENQUETE, COMPOSEE DE DELEGUES DES ORGANISATIONS OUVRIERES.

- A BAS LES 7% DE PERTE, A BAS LE DROIT AU CRIME

- REFUS DES EXERCICES NE PRESENTANT PAS TOUTES LES NORMES DE SECURITE

- A BAS L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE

PHYSIQUEMENT J'AI UN PEU CHANGE



## DES APPELS TEMO

Le mercredi 23 janvier à 0 h 42 dans le tunnel de Chézy-sur-Marne

« Le peloton des élèves gradés du 51ème Régiment d'Infanterie dirigé par l'aspirant MARTIN (engagé de fraîche date) s'est divisé en deux : il faut échapper au « plastron carmin » (plastron : ennemi fictif) ou ennemi rouge. L'aspirant conseille au sergent-chef VILAIN de suivre la voie ferrée pour arriver au point de bivouac. Tous deux ont des cartes où figurent le tunnel. L'aspirant sait que la demi-section passera par le tunnel : il faut faire vite pour échapper aux « carmins ». L'ennemi « carmin » rencontre la demi-section sur la voie ferrée. Le chef de la section ennemie envoie le sergent-chef Vilain qui continue jusqu'au tunnel. »

Une autre section du 67ème RI, appartenant à la 3ème Compagnie de combat est passée par un tunnel ce soir-là. Le mercredi matin, pour éviter le contact avec le 51ème RI à Margival, cette section est rapatriée par hélicoptère à sa caserne.

Passer par un tunnel ouvert à la circulation est une pratique courante et non une imprudence exceptionnelle d'un sergent-chef.

Pendant le raid, les six sections des deux compagnies ont des coups de main à effectuer. Une section du 67ème RI avait à poser des charges de plastic fictives sur une voie ferrée où passaient 32 trains entre 7 h du soir et 7 h du matin.

Exposer une section à se faire faucher par un train fait partie de l'exercice planifié par le commandement du CFC (Centre entraînement commando) lui-même, aidé du capitaine commandant le groupe d'instruction.

LA REPRESSION PREVENTIVE ET LA VERITE SUR COMMANDO

Le premier souci des crevures de Margival, le mercredi a été d'occ



## S DU 51ème GNENT

per immédiatement les bidasses du CEC à de multiples activités dispersées géographiquement.

Le capitaine Genelle déclare sur la place d'armes :

« Résultat des courses : 8 morts, un blessé grave »

Puis ils isolent les gars du 51ème RI du CEC et du 67ème RI. Les gars du PEG auront depuis leur rentrée au centre vers 12 h 30, toujours un gradé avec eux qui imposera plus ou moins une consigne dans le bâtiment. Les PEG seront surveillés de près...

Le CEC aura droit à un traitement spécial : les gars, bloqués au réfectoire le soir, malgré une houleuse ambiance, subiront les laroyants appels à la discipline et au travail du commandant flanqué de deux capitaines, Bouscayrolle et Genelle.

Pendant ce temps, les généraux s'occupent de la vérité, confisquent les cadavres encore chauds et en font des servants d'élite de la Patrie. Galley, les mains rouges de sang, jure qu'il saura la vérité sur le comportement du sergent-chef, le ton est donné. Le responsable sera Vilain adjoint du chef de section, mort de son erreur regrettable. Les généraux ont le bon goût de dresser la « chapelle ardente » dans le chalet dit « Hitler » (ou Hitler aurait séjourné en 1944).

Ministres et généraux, réunis à Margival, décident la création d'une commission d'enquête, qui siége vendredi.

La commission conclura à la responsabilité du sergent-chef qui conduisait la colonne. Ce sera la vérité officielle.

Le jeudi après-midi, sur la place d'armes, de Boissieu et d'autres autorités expliqueront la valeur de ces hommes d'élite. Il se fera traité d'assassin par la mère d'une victime. Mais comme la vie militaire doit continuer, le jeudi soir, le sergent de semaine du CEC faisait une revue d'armoires.

## NOUS N'ACCEPTONS PAS!

APPEL AUX ANCIENS DU 51e R.I.

Nous avons tous été frappés par « l'accident » du tunnel de Chézy. La demi-section de la 1e compagnie s'est engagée de façon « aberrante » dans ce tunnel, comme le dit le ministre GALLEY. Mais nous nous sommes tous dit : « Nous aurions pu y être, c'est-à-dire que nous aurions tous pu obéir, parce que toute la logique de l'exercice nous aurait conduit à obéir.

Beaucoup d'entre nous ont fait Margival : ils connaissent le climat survoilé créé pour que l'on franchisse les obstacles. Ils savent comment, dans la deuxième nuit de marche, en fin de stage, la demi-section pouvait être prête à n'importe quoi pour arriver plus vite.

La formation commando, c'est bien le sommet de la formation que l'on reçoit, au 51e R.I. comme ailleurs. L'appelé est pratiquement prêt à tout. S'il est prêt en manœuvres à s'engouffrer dans le tunnel, ne sera-t-il pas prêt demain à obéir à d'autres ordres ?

Nous savons ce que les cadres diront : il y en a qui cherchent à récupérer politiquement ce drame. Mais la récupération, c'est celle que les généraux et les barettes ont organisée à Margival par cette vaste comédie de l'hommage rendu aux Morts pour la Patrie.

Anciens appelés du 51e R.I., nous ne devons plus laisser le monopole de la parole aux associations d'officiers et sous-officiers de réserve. Nous avons connu le 51e, nous ne nous taisons pas. Nous devons expliquer à tous comment l'Armée est responsable de la mort de nos camarades.

REUNION PUBLIQUE A AMIENS organisée par le Comité de Défense des Appelés avec la participation d'anciens appelés du 51e R.I.

JEUDI 31 JANVIER 1974  
20h 30 HOTEL DE VILLE d'AMIENS

Cher camarade,

Cet appel doit être diffusé sur Amiens à partir d'aujourd'hui lundi 28 janvier. Je crois qu'il se passe de commentaires. Certains d'entre nous ont connu Vilain et se souviennent que ce n'était pas le pire, loin de là.

Les faits ne sont pas encore exactement connus. Les survivants sont gardés au secret, et selon la presse, bourrés de calmants.

Soyons honnêtes avec nous-mêmes : nous détenons une partie de l'explication ; nous devons témoigner ; nous devons avoir conscience que chaque témoignage sur ce qu'est le service militaire aujourd'hui peut peut-être éviter d'autres « accidents ».

Nous devons faire cet effort, même si nous habitons un peu loin. Préviens toi-même les anciens avec lesquels tu as gardé le contact ou dont tu as l'adresse. A jeudi.

André ROSEVEGUE  
5 rue R. Rolland  
76620 Le Havre

Le 14 août 1973, deux soldats, appelés étaient tués en revenant d'un exercice de combat.

Le 15 août, 400 soldats de leur régiment le 20ème RT tenaient un sit-in dans la cour de la caserne le dos tourné à l'entrée.

Ce sont eux qui sont les auteurs de la lettre ci-dessous.

Fontainebleau, 27.01.74

Camarades,

Ci-joint un communiqué rédigé par un groupe d'appelés du 120ème Régiment du Train, Fontainebleau :

Dans la nuit du 23 janvier 1974, une patrouille effectuant une marche de nuit est fauchée par un train dans un tunnel à Chézy sur Marne : bilan 8 morts et 3 blessés.

L'armée qui ne pouvait se contenter de répondre R.A.S. vu la rapidité de diffusion de la nouvelle, s'est empressée par la voix de son ministre Galley de désigner le responsable : le sergent-chef qui commandait le détachement et qui n'avait pas respecté le règlement. Tout comme ici à Fontainebleau, en août, ou à la suite d'un accident dans lequel deux de nos camarades avaient trouvé la mort, elle avait désigné le coupable : le chauffeur.

Nous refusons, quant à nous, et ceci comme nous l'avions fait au mois d'août avec 500 de nos camarades, cette explication. La seule responsable est la hiérarchie militaire, cette hiérarchie militaire qui exerce un contrôle tatillon quand il s'agit de notre embrigadement (marcher au pas, être présent au rapport en tenue « correcte »... enfin tout ce qui contribue à faire de nous des individus « disciplinés » et « dociles ») mais qui est beaucoup moins attentive en ce qui concerne nos conditions de sécurité.

Il est vrai qu'il lui est permis jusqu'à 7 % de pertes, autorisation qui lui permet de n'avoir à fournir aucune explication sur les 6 morts de Reutlingen, sur celle de deux de nos camarades asphyxiés dans leur chambre, sur cet autre mort après des manœuvres... Une liste longue au demeurant.

Cependant ce mur du silence que la hiérarchie militaire veut à tout prix maintenir autour des casernes se lézarde de plus en plus grâce aux jeunes « sous les drapeaux », ces mêmes jeunes qui l'année dernière s'étaient mobilisés nombreux contre la loi Debré et qui aujourd'hui à l'intérieur refusent de plus en plus de « servir » cette armée au service de la bourgeoisie.

— Brisons le mur du silence autour des casernes !  
— Non à l'embrigadement de la jeunesse par l'armée !  
— A bas la clause des 7 % !  
— Armée nationale, armée du capital !

Salutations Révolutionnaires

Ouest France — lundi 28 janvier 74

### Un rescapé du tunnel de Chézy :

## "Tout n'est pas de la faute des deux sergents"

ANGERS. — L'accident du tunnel de Chézy-sur-Marne au cours duquel huit militaires du 51 Régiment d'infanterie d'Amiens ont été tués par un train compte parmi ses rescapés un jeune homme de Saint-Mathurin : Noël Moreau, domicilié chez ses parents au lieu dit « la Belle-Noue ».

Très choqué encore, Noël Moreau a parlé des circonstances qui, pour lui, sont à l'origine du drame.

« Le stage que nous faisons depuis quinze jours était très dur physiquement. Plusieurs de mes camarades avaient déjà « craqué » et s'étaient mis à chialer comme des gosses, leurs nerfs n'en pouvaient plus.

« La nuit de l'accident, nous marchions déjà depuis plusieurs heures le long de la voie ferrée, l'estomac vide. Nous étions exténués.

« Quand nous sommes arrivés devant le tunnel, nous nous sommes couchés par terre quelques minutes, le temps de boire une gorgée d'eau.

« Les deux sergents qui étaient avec nous ont alors regardé la carte...

« Je voudrais dire à ce sujet que tout n'est pas de la faute de ces deux sergents, ce qu'on a trop tendance à vouloir faire croire.

« On les a accusés d'incon-

science ; mais, moi, je dis qu'on ne peut plus être très concentré après les traitements inhumains qu'on nous a fait endurer (au cours du stage, j'ai vu des militaires, qui ne pouvaient plus continuer la marche, être attachés par une corde et traînés de force).

« Ceux qui commandent, en haut de l'échelon, ne sont jamais avec nous, bien sûr, pour faire ces marches !

« On ne pensait pas que le tunnel était si long et aussi peu large. Il faut dire que les réflexes en prenant un sérieux coup quand on est fatigué à ce point-là et on n'avait qu'une idée : arriver.

« Comme j'étais en tête de file, avec le sergent qui avait une pile électrique, je pouvais voir ce je mettais les pieds. Mais tout le monde n'avait pas cette chance-là !

« On marchait machinalement, exténués, presque en dormant. Quand le train est arrivé et que le sergent a crié : « Finissez-vous contre le mur ! », ma chance a été de me trouver juste à côté d'une niche de protection et de m'y coller.

« Je réplique que les deux sergents ne doivent pas tout encaisser : ils nous ont fait passer par là uniquement pour nous éviter du chemin.

« C'était peut-être les seuls qui se préoccupaient un peu de nous.

« Je vais me faire expulser parce que j'ai cassé mon arme : c'est le premier réflexe d'un de mes camarades, qui sentait à quel point de dépersonnalisation on était arrivé.

« Quand on est arrivé à Châteauneuf-Thierry, la première réaction des gendarmes a été : « Il manque un sac et une arme... »





## " MINUTE, ON CAUSE! "

Salut Gus,  
Je t'envoie ce mot de ma caserne ou je suis enfermé depuis trois semaines pour te mettre au courant des événements et éventuellement diffuser. Tu sais que 8 soldats du 51ème RIM sont morts cette semaine et c'est à ce propos que je t'écris. Mercredi donc nous étions (...) en manœuvre quand nous avons appris par la radio la nouvelle (il était environ 10 h). Tous les gars étaient avertis pour 11 h et ont écouté les informations à midi à la pose repas, tous le monde a discuté et cela s'est terminé par une AG (et oui) des 80 soldats présents face au lieutenant commandant la compagnie. Il nous a donné l'ordre de nous disperser pour nettoyer : refus (« une minute, on cause »). But de l'AG : définir une action immédiate

et discuter des 7 %. Résultat : faire une minute de silence pour chaque soldat mort, le soir même et réfléchir à une action à plus long terme. Résultat : en revenant de manœuvre (une vraie promenade alors que l'aller avait été au pas commando, le sergent, chef de patrouille avait plutôt peur alors piano-piano). Le soir on a contacté la compagnie qui mange dans le même réfectoire : pendant le repas un type a pris la parole et 200 hommes se sont levés (ça veut dire tous les présents y compris les gradés qui ont été désarçonnés) puis discussion sur les 7 %. Puis termine, on s'est réunis à quelques uns pour voir ce qu'on pouvait faire.

# plan de guerre coloniale aux antilles

Nous publions ci-dessous le plan d'un exercice fait par les troupes françaises stationnées dans les Antilles. La chose se passe de commentaires. Elle en dit suffisamment long sur la vigilance et les préoccupations de l'armée de guerre coloniale. Une armée qui est intervenue bien réellement cette fois aux Comores le 28 décembre dernier contre des lycéens en grève. Plus de 800 légionnaires et parachutistes ont provoqué à Moroni, capitale des Comores de graves affrontements. La riposte des lycéens ne s'est pas faite attendre, la Chambre des députés a été partiellement incendiée, les bâtiments administratifs occupés, le commissariat de police mis à sac et nombre de voitures administratives incendiées...

## "LA MARIE GALANTE!"

### DOCUMENT

**Sujet :** Depuis quelques mois, les mouvements d'extrême-gauche se manifestent amplement : l'agitation risque de gagner la partie de la population la plus défavorisée. Un camp retranché dans l'île de la Marie-Galante a été repéré par les autorités militaires. Il servait de repaire à 250 rebelles venus de l'étranger en vue de préparer une révolution.

Les forces armées ont pour mission d'écraser ce foyer révolutionnaire.

### Chronologie des événements :

Le 1er novembre, jour de la Toussaint, comme chaque année, un bateau transporte de nombreuses personnes de l'île de la Guadeloupe à l'île de la Marie Galante dans le but d'aller fleurir les tombes...

Les autorités du port remarquent qu'à chaque retour, le bateau revient moins chargé de personnes, en particulier de jeunes gens, qu'à l'aller.

Le Préfet est alerté ainsi que la gendarmerie.

Les gendarmes se rendent sur l'île : l'accueil de la population est hostile, plus avancent dans l'île, plus ils semblent gêner la population.

Parallèlement, des vérifications d'identité sont effectuées au départ de la navette. Les gendarmes arrêtent deux individus dotés de faux papiers : l'un âgé d'environ 45 ans. L'autre d'environ 18 ans, très exalté ! Tous deux ont un accent étranger. Le plus jeune révèle que des individus venus de l'étranger ont pénétré dans l'île et initié environ 250 hommes aux techniques de la guérilla en vue de faire une révolution aux Antilles. Ces révolutionnaires rassemblent autour d'eux une population qui leur est favorable.

Aussitôt les autorités militaires mobilisent le 33ème RIMA, la force aérienne. Elles demandent au Premier ministre l'autorisation de faire intervenir la « Jeanne d'Arc » et le « Puma ».

Il s'agit d'investir l'île, de neutraliser rapidement ce foyer révolutionnaire. Les rebelles se dispersent dans l'île. Des vedettes étrangères acquises par les rebelles se heurteront aux forces navales.

La réaction de la population sera fonction de la rapidité et de l'efficacité de l'armée. Les syndicats, ces derniers temps, semblaient calmes...

### Les forces antagonistes :

#### Les forces françaises :

- 33ème RIMA,
- Gendarmerie,
- « Jeanne d'Arc », « Puma »,
- Force aérienne.

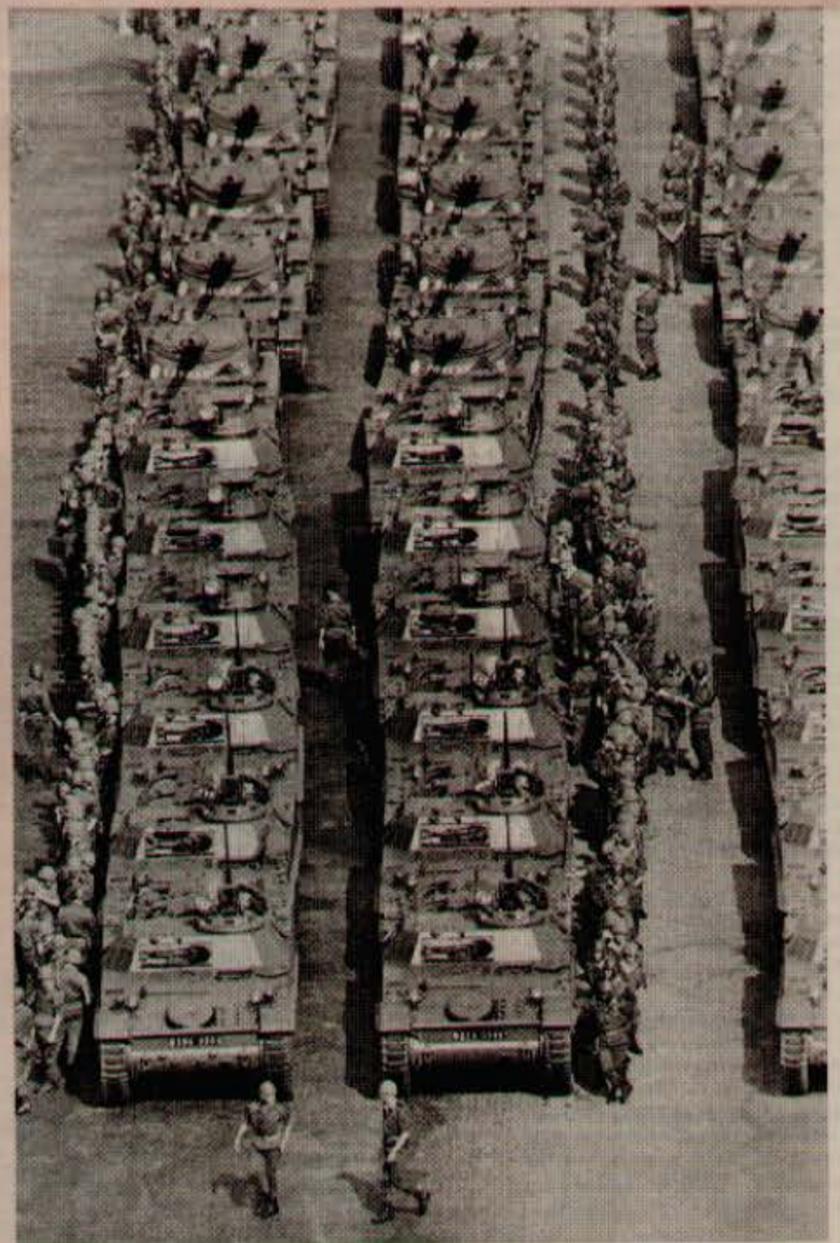
#### Les rebelles :

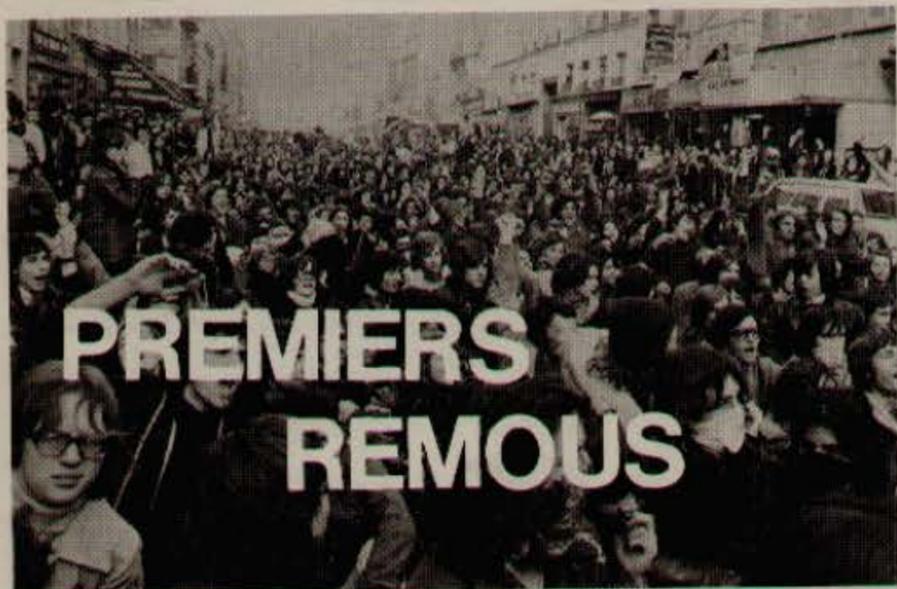
- 250 individus,
- des chefs venus de l'étranger,
- armement fourni par les pays rouges voisins,
- les jeunes rebelles étrangers ne sont pas très motivés. Les chefs doivent imposer leur discipline.

**Buts recherchés par les rebelles :** faire une révolution dans les Antilles afin d'instituer un gouvernement révolutionnaire dans lequel ils auraient de larges intérêts.

**Préparation de la manœuvre :** tout doit être fait pour donner le maximum de réalité à cette manœuvre.

**But de la manœuvre :** préparation des officiers et sous-officiers à l'écrasement d'un foyer révolutionnaire.





« Compte tenu de la nouvelle organisation des études du 1er cycle (DEUG), il n'est plus possible d'appliquer réglementairement l'ancienne réglementation concernant les équivalences (...), il appartiendra donc aux universités d'accueillir de déterminer l'étendue des équivalences qui pourront être accordées aux élèves des classes préparatoires ».

C'est Fontanet qui parle, le 12 janvier 1974, en réponse à une question orale de trois députés de la gauche. Les élèves des classes préparatoires ne savent pas si c'est pour tout de suite ou pour la rentrée prochaine. Mais ce qu'ils ont tout de suite compris, c'est que s'ils n'arrivent pas à franchir les barrages des concours d'entrée aux grandes écoles, leurs trois années d'étude n'auront servi à rien. Et loi Debré oblige, le service venant à point, ils se retrouvent jetés dans la vie active, les mains vides de tout diplôme.

Ce ballon lancé par Fontanet, rattrapé au vol par les élèves des « prépas » vient de provoquer les premiers remous dans les lycées. Mardi 29 janvier, à la seconde coordination parisienne des délégués des « prépas » en grève, 15 lycées étaient représentés. La coordination a décidé à l'unanimité d'une manifestation pour le jeudi 31 « en direction du ministère de l'Éducation Nationale ». Le mot d'ordre central avancé par les classes préparatoires qui rappelle celui du classement de mars-avril dernier, est : « rétablissement et extension des équivalences ».

Rétablissement pour les prépas littéraires dont la valeur de leurs années sera déterminée à la tête du client par chaque université.

Extension pour les prépas scientifiques qui ne bénéficieront toujours pas du régime des équivalences.

mais il ne faut pas en rester là. La suppression des équivalences n'est qu'un aspect de la dépendance, désormais consacrée, de l'Éducation Nationale vis à vis des be-

soins du patronat français. Tel est le sens de la création d'universités concurrentielles, fixant elles-mêmes leurs critères d'admission. Tel est le sens de la réforme du baccalauréat, condamné à devenir un simple certificat de fin d'études, ne donnant plus accès à l'enseignement supérieur. Cette réforme est le plan le plus sérieux auquel lycéens et étudiants ont à faire face. Elle a pour but, tout en limitant les dépenses d'éducation, de renforcer la sélection, en orientant les jeunes en fonction des exigences du marché du travail, par la multiplication de « barrages » (tant durant le 1er cycle en 5ème et en 3ème, qu'à la fin des études secondaires, du 1er cycle - DEUG - et du second cycle universitaire). Elle va de pair avec une accentuation de la sélection, bien qu'encore prudente et mesurée. L'ordre moral ne désespère pas : à Mallarmé, 6 élèves sont exclus pour trois jours pour avoir tenu une réunion de comité de lutte ; à Issy les Moulineaux, les parents de deux élèves sont convoqués parce que leurs enfants « s'étaient tenus par la main ». Et ainsi de suite.

Il faut utiliser l'étincelle des classes préparatoires pour faire converger les ripostes parceliaires à ces multiples coups bas du pouvoir. Tout en soutenant les revendications des « prépas », il faut travailler à l'élargissement de ce mouvement en direction de l'ensemble des lycéens. Il faut profiter de ces premières luttes avant les vacances de février, pour préparer une bataille d'ensemble contre tous les aspects de la réforme. Dans tous les lycées, exigeons la suppression des barrages en 5ème et en 3ème (premières filières sélectives confirmant la loi Debré sur l'apprentissage des 14 ans), exigeons la suppression des examens d'entrée en faculté, disons non au « sur-bac », refusons tout barrage sélectif protégeant l'enseignement. Pour porter ces mots d'ordre, pour les faire déboucher des comités de lutte contre la réforme.

le 30.1.74

NICE : POUR LA PREMIERE FOIS UN MEETING FASCISTE EST INTERDIT !

Le 24 janvier « Faire Front » prétendait tenir un meeting à la gloire de Pinochet et récidiver contre les travailleurs immigrés. Le meeting a été interdit par la Préfecture devant la mobilisation massive et unitaire. Ce n'est pas grâce à Jacques Médecin qui avait pourtant tout fait pour que le meeting se tienne allant même jusqu'à leur céder la salle municipale ! Ce meeting faisait suite à une longue série d'agressions de la part des fascistes (attaques des locaux du PC, de la CGT, d'un meeting de l'ex-LC, agression d'Alex Legendre l'an dernier, etc.)

Et dernièrement encore 2 militants du PC qui vandaient « L'humanité dimanche » sur le marché de la Buffa ont été envoyés à l'hôpital.

Cela ne confirme-t-il pas ce que nous disions : qu'en s'attaquant à l'extrême-gauche c'était à terme tout le mouvement ouvrier qui était visé par les bandes fascistes !

Les militants du PC se souviennent-ils que l'extrême-gauche était seule à organiser le meeting anti-fasciste du 21 juin à Nice ?

Une forte mobilisation anti-fasciste s'est faite sur la ville du fait d'une part de l'extrême-gauche mais aussi des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier qui par une campagne d'affiches et de tracts ont appelé à une contre-manifestation le même jour, devant la salle où devait se tenir le meeting.

Dans les entreprises (Vernier, SEB, Cardinal), la mobilisation était telle que de nombreux travailleurs étaient prêts à en découdre avec les nazifascistes, il semble même que dans certaines entreprises des stocks de boulons étaient constitués.

Dans les facs, un début d'unité d'action a pu être réalisé, des comités unitaires (UEC, Rouge, AJS, Révolution !) ont été créés, nous ne pouvons que nous féliciter de cette unité ainsi que de l'apparition inattendue de militants de l'UEC préparés à l'auto-défense.

Mais l'unité est une chose nouvelle et difficile pour l'UEC, un meeting prévu unitairement sur la fac de Lettres ne s'est pas tenu du fait de leur retrait, malgré cela, la journée du 24 a été une journée de mobilisation anti-fasciste : auto-défense des facs, protection des locaux, distribution de tracts unitaires sur la ville.



Le 11 février grève générale illimitée en Martinique

Depuis plus de deux mois, les travailleurs de France-Antilles, le torchon colonial du trust Hersant aux Antilles, ont engagé une grève. Ils réclament des salaires décents, une convention collective et la reconnaissance (!) de leurs droits syndicaux.

Depuis le 10 janvier, les travailleurs du bâtiment et les bas salaires ont lancé la vitriole et sont en lutte. Ils demandent une augmentation de 25 %, ce qui porterait le salaire du manoeuvre à 6,25 F de l'heure soit 1087,50 F de l'heure. Ils ont décidé en Assemblée Générale inter-syndicale une grève illimitée à partir du 10 janvier.

Depuis le 8 janvier, la jeunesse scolarisée de la Martinique et de la Guadeloupe ont lancé un puissant mouvement de l'augmentation du prix de l'internat et de la demi-pension.

Depuis le 16 janvier, les ouvriers agricoles de Vivé au Lorrain (Martinique) sont en grève. Ils réclament un salaire de 35,60 F par jour, soit une augmentation de 6,05 F par jour.

A Fonds Brûlé et à Acier, les ouvriers agricoles se mobilisent également contre les propriétaires terriens.

A la Cartonnerie - Martinique International Paper Company - aux UDEM du Sud, dans les hôpitaux, à la SPEDEM et à la SPEDEG, (Martinique et Guadeloupe), partout les travailleurs sont en lutte.

Devant la mobilisation ouvrière, le pouvoir ne lésine pas. Il répond par sa matraque et sa justice de classe. Les filles envahissent les locaux de France-Antilles et expulsent les travailleurs, deux d'entre eux sont condamnés. Les gardes mobiles font irruption dans les lycées et matraquent les jeunes grévistes. La préfecture décide la fermeture des établissements.

Les soi-disants négociations du patronat sont volontairement sabotées par ce dernier, fort de l'appui gouvernemental. Fait sans précédent, France-Antilles est vendu par les policiers !

Mais les travailleurs et les jeunes ne se laissent pas faire. La lutte exemplaire des grévistes de France-Antilles a fait tâche d'huile et a enclenché un mouvement quasi général de mobilisation ouvrière. Celle-ci s'est concrétisée par une grève générale de soutien du 8 janvier. De puissantes manifestations ont rassemblé la jeunesse scolarisée et les travailleurs de Fort-de-France. A Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) également, les jeunes manifestent contre l'augmentation des tarifs d'internat.

Cette vague de luttes est la preuve vivante de l'aiguïsement des contradictions du système colonial. Mais elles ne sont pas encore unifiées, elles ne convergent pas vers un affrontement central avec le pouvoir colonial français. La tâche des marxistes révolutionnaires antillais, de nos camarades du Groupe Révolution Socialiste (section antillaise de la IVème Internationale) est justement de se battre pour l'unification, l'extension et la politisation de ces combats parceliaires. Il le font en mettant l'accent sur les formes de luttes (comité de grève élu démocratiquement, comité de soutien, auto-défense contre les camarades des réunions syndicales et dans les comités de soutien, des revendications contre le chômage et la vie chère susceptibles d'être reprises par l'ensemble des travailleurs. Principalement : « échelle mobile des salaires sous contrôle ouvrier », « contre les bas salaires, des augmentations égales pour tous », « contre le chômage et les licenciements, réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire ».

Ils le font aussi en les appelant, par l'avant-garde des cercles « Jeunesse d'Avant-Garde », les lycéens en lutte, à rejoindre le combat des travailleurs. L'information, la liaison des luttes sont assurées par la diffusion d'une feuille ouvrière hebdomadaire, « Le Travailleur Rouge ».

En France, au cœur de la métropole coloniale, nos responsabilités envers nos frères de combat antillais, opprimés depuis plus de trois siècles, sont écrasantes. Certes, le mur de silence qui avait entouré la répression sanglante de mai 67 en Guadeloupe, et de mai 71 en Martinique, s'effrite aujourd'hui. Pourtant le chauvinisme, nourri par les partis réformistes, reste ancré parmi les travailleurs. Il nous faut le combattre quotidiennement. Pour le 11 février en Martinique, les principaux syndicats, soutenus par les organisations politiques, ont lancé un mot d'ordre de « grève générale sans limites » ! Sur cette île, résonnant encore du bruit des chaînes de l'esclavage, survolée en permanence par plusieurs hélicoptères, où pour trois lycées se dressent 10 casernes, surveillée à quelques milliers de kilomètres de distance par un contingent de légionnaires récemment installé en Guyane, tout développement des luttes populaires s'expose d'emblée à la répression coloniale. La solidarité internationaliste en France n'en est que plus décisive !

le travailleur rouge

PUBLICATION SUR LES ENTREPRISES



LUNDI 21 JANVIER 1974  
"LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES, ILS ONT UN MONDE A GAGNER" Nouvelle Série n° 11  
KARL MARX

TAUX D'Augmentation de quelques prix en Martinique (Janvier-Octobre 73)

	Janvier	Octobre	+ %
Pain	0,96	1,09	16 %
Poisson	9,00	11,00	22 %
Huile	2,30	3,54	54 %
Riz	1,29	3,31	157 %
Lentilles	2,19	3,20	46 %
Hariçots	2,80	4,20	50 %
Pois cassés	1,85	3,19	72 %
Sucre	1,50	1,70	12 %
Oeufs	0,35	0,45	29 %
Lait en poudre	8,80	9,50	8 %



Accord israélo arabe au kilomètre IOI

## PROCHE ORIENT

# DECLARATION DU G.C.R.

**« La création  
d'un Etat-croupion palestinien  
ne changera pas les tâches révolutionnaires  
présentes. »**

Nous reproduisons ci-dessous une résolution sur les récents développements de la situation politique au Proche-Orient, adoptée la mois dernier par le premier congrès du Groupe Communiste Révolutionnaire, organisations sympathisante de la IVème Internationale au Liban. Dans une période où les manoeuvres de la « solution pacifique » du conflit israélo-arabe se font de plus en plus rapides et intenses et où la diversité des projets présentés — et surtout celui de « l'état palestinien » crée une certaine confusion dans les milieux anti-sionistes, la résolution des camarades du Liban expose sans ambages la position des trotskystes de la région arabe — y compris les militants de Matzpen-marxiste en Israël — sur les divers aspects du règlement politique en cours au Proche-Orient.

### I — LA SITUATION POLITIQUE DANS LA REGION ARABE APRES LA GUERRE D'OCTOBRE 1973.

● La guerre d'octobre a constitué un tournant dans la situation politique arabe, non pas vers la « bataille de la libération » mais vers le passage de la « solution pacifique » à l'étape de la mise en pratique. La guerre d'octobre ne visait pas tant à la libération de territoires occupés (aussi partiels fussent-ils) qu'à la création de circonstances permettant de promouvoir l'application de la résolution No 242, du Conseil de sécurité de l'ONU. On peut ramener les buts que s'assignaient les régimes arabes à travers la guerre d'octobre à trois : la création d'un prétexte à l'intervention des grandes puissances (l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique) et à leur pression sur l'Etat sioniste ; la tentative de changer le rapport de forces militaire arabo-israélien en fa-

veur des régimes arabes et enfin le renforcement de la façade « patriotique » des pouvoirs égyptiens et syriens de façon à leur permettre de participer à un règlement avec le sionisme, aux moindres dangers possibles du côté de la réaction des masses populaires. Parmi ces trois buts, le premier fut atteint, le second échoua, quant au troisième, son efficacité se réduit avec le temps.

● La position révolutionnaire correcte pendant la guerre était le soutien de la bataille militaire des Etats arabes contre l'Etat sioniste de manière critique, en dénonçant les limites de la bataille et ses buts véritables et en avançant un programme d'agitation fondé sur la continuation de la guerre et sa transformation en guerre révolutionnaire.

● Les efforts diplomatiques actuels visant à trouver une formule exécutoire définitive de règlement du conflit arabo-israélien et de liquidation de la cause palestinienne sont une continuation natu-

relle de la guerre d'octobre. Dans ces efforts sous leurs diverses formes (conférence de Genève, tournée de Kissinger...), l'impérialisme américain joue le rôle principal, alors que la bureaucratie du Kremlin se contente d'un rôle secondaire d'appui à la solution pacifique, se conformant ainsi à un des termes de la transaction entre les deux puissances, la transaction de la « coexistence pacifique », aux dépens des travailleurs du monde entier. Le problème du retrait israélien des territoires occupés après juin 1967 constitue le nœud principal des efforts visant au règlement, vue l'opposition entre d'une part, la nécessité politique d'un retrait israélien total pour les régimes arabes et, d'autre part, le désir de l'Etat sioniste de conserver certaines terres et d'obtenir le prix le plus élevé possible en échange de son retrait. Si l'impérialisme américain exerce assurément une pression en vue d'assouplir la position israélienne, il cherche également à garantir une solution pacifique correspondant au maximum à ses intérêts, c'est-à-dire une « paix américaine » du type bien connu.

● Au niveau des pays arabes, la nouvelle situation politique s'est caractérisée par l'influence grandissante de l'Arabie Saoudite et son accession au rang de dirigeante du chœur des régimes arabes. L'influence du trône saoudite n'est pas seulement fondée sur sa richesse, mais aussi sur le fait qu'il constitue le principal partenaire arabe de l'impérialisme américain, capable par conséquent de convaincre ce dernier de la nécessité de faire pression sur Israël. S'il est vrai que la « guerre du pétrole », déclenchée par les Etats pétroliers arabes, correspond à leurs intérêts, elle profite également à l'impérialisme américain par la hausse des prix du pétrole qu'elle a entraînée et qui est favorable aux calculs de Washington. Ceci montre que la pression arabe sur les USA n'est pas « négative » mais est une pression « alléchante », indiquant de larges perspectives de coopération économique entre les classes dirigeantes arabes et l'impérialisme américain et coïncidant avec l'ouverture de l'Egypte aux capitaux américains. Mais la « guerre du pétrole » a déclenché un processus qui a failli échapper au contrôle de ceux qui l'ont entamé et c'est ce qui explique les récentes concessions des Etats pétroliers arabes. Quant au refus du régime irakien d'appliquer les décisions pétrolières il est l'expression des liens qui lient ce régime à l'impérialisme européen et au Japon, victimes de la politique pétrolière arabe. Un autre nœud important dans la voie des tentatives d'application de la solution pacifique est la formule de liquidation de la cause palestinienne. L'impérialisme mondial, de même que les Etats de la région arabe et la bureaucratie du Kremlin, ne visent pas seulement à une solution des problèmes résultant de la guerre de juin 1967, mais désirent aussi supprimer la cause palestinienne en tant que catalyseur de la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme. C'est pourquoi une fraction importante des parties citées cherchent à créer un Etat-croupion palestinien, prétendue application du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Cette solution se heurte à la volonté du pouvoir hachémite jordanien de s'emparer à nouveau de la Cisjordanie ; quant au refus israélien de l'Etat-croupion, il résulte de ce que le pouvoir sioniste est convaincu du fait que ce projet est incapable de liquider

la cause palestinienne, tout en étant moins efficace en ce qui concerne le musellement de la résistance armée du peuple palestinien que ne l'est le pouvoir hachémite qui a déjà montré ses capacités dans ce domaine. Ceci alors que la direction de l'OLP se prévaut de la position hachémite-sioniste pour accepter le projet de l'Etat-croupion tout en sachant pertinemment que si cet Etat s'oppose au projet hachémite, l'alternative se situe dans le cadre de la liquidation de la cause palestinienne, s'agissant d'un Etat-croupion très faible qui doit naître sous le patronage des grandes puissances et des régimes arabes pour constituer un camp de réfugiés à large échelle.

### II — LES PROJETS DE REGLEMENT ET LA POSITION DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

● La résolution 242 du Conseil de sécurité, connue sous le nom de « solution pacifique » est un projet visant à consacrer le rapport de force général établi dans la région arabe entre les Etats arabes et l'Etat sioniste, au lendemain de la victoire sioniste de juin 1967. Toute tentative de présenter l'application de ce projet comme servant la cause arabe est une tentative ouvertement mystificatrice cherchant à couvrir la trahison des gouvernements arabes. Le retrait israélien des territoires occupés en 1967, même total n'abolira pas les séquelles de l'agression de juin pour autant que ce retrait est lié à des conditions qui sont une consécration

#### LE GCR TIENT SON PREMIER CONGRES A BEYROUTH

Le Groupe Communiste Révolutionnaire, organisations sympathisante de la IVème Internationale au Liban, a tenu en janvier son premier congrès. A l'ordre du jour du congrès, figuraient un rapport organisationnel et une résolution sur la construction du GCR, des rapports sectoriels et deux résolutions — sur l'intervention à l'Université Libanaise et en milieu lycéen — des statuts provisoires du Groupe, et des résolutions politiques, sur la Gauche au Liban et la construction du parti révolutionnaire, sur la « solution pacifique » (publiée dans ce numéro de Rouge) et sur la situation mondiale et la IVème Internationale. Le Congrès a également approuvé la ligne générale d'une résolution sur la Révolution arabe qui devra être publiée prochainement au nom de tous les trotskystes de la région arabe. Parmi les décisions du congrès, il faut signaler celle de transformer « Al Mounadel », revue publiée par le GCR, en organe théorique inter-arabe paraissant tous les deux mois, parallèlement à la publication d'un organe politique, propre au GCR, qui sera bimensuel.

Le premier congrès du GCR marque un pas qualitatif très important vers la stabilisation et le renforcement du groupe dont la fondation remonte à 1971. Depuis un an et quelques, le GCR a connu un développement de sa réalité organisationnelle et de son impact politique que le congrès est venu consacrer. Les camarades du GCR conçoivent en outre la construction de leur groupe comme une contribution à la formation d'une section arabe de la IVème Internationale, parti révolutionnaire à l'échelle de la région arabe et qui devra inclure en son sein les camarades de Matzpen-marxiste luttant en Israël.



Gumma

directe des fruits de l'agression. Chacun sait que l'application de la solution pacifique ne signifie pas seulement le retrait de l'armée israélienne mais aussi la reconnaissance des frontières de l'Etat sioniste, la garantie de leur sécurité par la création de zones démilitarisées et l'engagement officiel à respecter la coexistence pacifique, la liberté de passage israélienne dans le canal de Suez etc. C'est dire que la solution pacifique lie le retrait israélien à des conditions qui signifient la liquidation de la lutte des peuples arabes contre le sionisme. Ce que les révolutionnaires rejettent, ce n'est pas le retrait israélien en soi, mais les conditions qui l'accompagnent dans le projet de la « solution pacifique ». C'est pourquoi, ils opposent à la trahison des régimes arabes, la revendication du retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des territoires occupés en juin 1967.

● Pour que la lutte contre la « solution pacifique » soit véritablement globale, elle doit inclure la lutte contre toutes les formules de liquidation de la cause du peuple arabe palestinien, aussi bien la formule visant à créer une région palestinienne fédérée au royaume hachémite que la formule de l'Etat croupion palestinien « indépendant ». Ceci ne veut absolument pas dire que les révolutionnaires sont indifférents au retour de la domination hachémite sur la Cisjordanie, mais qu'ils adoptent la voie de la lutte révolutionnaire contre le pouvoir hachémite et non la voie des règlements de l'ONU. Les révolutionnaires refusent de choisir entre deux formules de liquidation, au cas où un référendum serait organisé en Cisjordanie à propos des formules proposées, leur position sera d'appeler les masses à boycotter le référendum. La création d'un Etat croupion palestinien ne changera pas les tâches révolutionnaires présentes mais ne fera qu'ajouter un nouveau gouvernement à ceux que la révolution arabe devra renverser. Les révolutionnaires dénoncent des aujourd'hui toute tendance prétendant représenter le peuple palestinien en participant à une quelconque des formules liquidationnistes. Cette dénonciation ne concerne pas seulement les « notables » traités de Cisjordanie, mais aussi toute tendance du mouvement de la résistance palestinienne se joignant aux tentatives de règlement.

● En ce qui concerne la question palestinienne, les révolutionnaires partent du principe de la défense du droit complet et inconditionnel du peuple arabe palestinien à réintégrer la terre de Palestine, qui ne peut se réaliser sans la destruction de l'Etat sioniste, boutoir de l'impérialisme dans l'Orient arabe. La reconnaissance de ce droit implique la continuation de la lutte armée du peuple arabe palestinien contre les appareils sionistes qui est non seulement un droit mais aussi un devoir des révolutionnaires palestiniens dont l'abandon constitue une trahison de leur cause nationale. La libération de la Palestine, c'est à dire la destruction de l'Etat d'Israël, étant une des tâches de la révolution arabe globale, non seulement parce que le peuple palestinien est incapable de réaliser la libération par ses propres forces, mais aussi par le fait que l'Etat sioniste est un bastion dirigé contre la révolution arabe dans son ensemble, l'objectif de la libération de la Palestine rejoint celui du renversement révolutionnaire de tous les régimes arabes pour l'instauration d'un pouvoir révolu-

tionnaire seul capable d'affronter l'impérialisme et le sionisme. De même que le sionisme a des agents directs ou indirects en la personne des gouvernements arabes, la révolution arabe a des alliés sûrs au sein de l'Etat sioniste : les révolutionnaires juifs et arabes luttant pour briser l'emprise du sionisme sur les travailleurs en Israël et les joindre à la lutte émancipatrice des masses laborieuses arabes.

### III - LES TACHES IMMEDIATES DES REVOLUTIONNAIRES

● Les tendances rejetant la solution pacifique à partir d'une conscience politique révolutionnaire des implications du compromis liquidationniste sont aujourd'hui faibles. S'il est vrai que le sentiment général des masses arabes, et particulièrement le sentiment des masses du peuple palestinien est opposé à la solution pacifique et aux projets liquidationnistes, il reste qu'il manque sur la scène politique une avant-garde révolutionnaire capable de polariser le refus des masses et de l'organiser. Les tendances patriotiques contestataires au sein du mouvement « Fatah » constituent une illustration très claire de cette réalité dans la mesure où, étant dans une position extrêmement importante pour la lutte contre la solution pacifique, elles font preuve de velléité en ce qui concerne l'opposition ferme et révolutionnaire à la direction du mouvement, certaines d'entre elles tendent à adopter la voie des concessions et des compromis face aux pressions de la direction, perdant ainsi la possibilité de polariser le refus par la base de masse des plans de capitulation et de règlement. Les forces révolutionnaires n'ayant pas le poids suffisant pour pouvoir empêcher l'exécution de la solution pacifique ou la gêner considérablement, la valeur de la lutte contre la solution pacifique, présentement ne se juge pas autant à ses réalisations pratiques qu'à sa portée politique, dans la mesure où elle apporte une pierre politique importante à la construction d'une direction communiste révolutionnaire de la lutte prolétarienne et de la révolution arabe.

● A la lumière de ce qui précède, il est évident que la clarté politique de la lutte contre la solution pacifique est sa condition principale. Ceci signifie que les révolutionnaires ne peuvent conclure d'alliance politique directe avec l'une quelconque des tendances soumises à l'un des régimes arabes, sous prétexte que cette tendance « refuse » la solution pacifique sans considérer les motivations de ce refus. S'il est possible de côtoyer de telles tendances sur le terrain de la lutte, il n'en reste pas moins que le front que nous désirons face à la solution pacifique est un front révolutionnaire ne luttant pas seulement contre les projets de règlement, mais indiquant aussi la voie révolutionnaire pour la mise en échec de la solution pacifique, voie qui n'a rien de commun avec les surenchères à bon-marché de certains régimes arabes dont l'histoire a montré plusieurs fois les positions véritables. Si ce front révolutionnaire est constitué, il permettra de multiplier l'impact de la lutte politique révolutionnaire contre la trahison nationale, il doit inclure, au Liban, en vue de garantir le maximum d'efficacité, les révolutionnaires palestiniens aux côtés de la gauche révolutionnaire libanaise, c'est-à-dire toutes les tendances réellement et véritablement anti-impérialistes.

## notes internationales



Maquette du barrage de Cabora Bassa réalisée à l'EDF Chatou.

## MOZAMBIQUE

Par un contrat signé au printemps 70 avec la direction des Grands travaux de Marseille, le Centre d'études et de recherche de l'EDF à Chatou collabore à la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique. Ce barrage colossal sur le Zambèze est une des pièces clés du renforcement de l'emprise impérialiste dans l'ensemble de l'Afrique Australe (cf. Rouge No 239) et ne peut être construit qu'avec l'écrasement des luttes de libération au Mozambique et du FRELIMO.

La France est engagée aux côtés des grandes puissances impérialistes, du Portugal et de l'Afrique du Sud dans la construction de ce barrage (cf. la liste des entreprises françaises dans Rouge No 239).

Nos camarades de l'EDF Chatou se sont engagés dans une campagne de dénonciation de la participation de l'EDF à ce projet impérialiste dans la « Boucle rouge ».

Partout où les militants révolutionnaires peuvent intervenir, ils doivent dénoncer les grands trusts français impliqués dans le soutien au colonialisme portugais, au régime raciste sud-africain et aux régimes néo-coloniaux où ils trouvent la source d'énormes sur-profits.



**LA BOUCLE ROUGE**

MOZAMBIQUE

Par un contrat signé au printemps 70 avec la direction des Grands travaux de Marseille, le Centre d'études et de recherche de l'EDF à Chatou collabore à la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique. Ce barrage colossal sur le Zambèze est une des pièces clés du renforcement de l'emprise impérialiste dans l'ensemble de l'Afrique Australe (cf. Rouge No 239) et ne peut être construit qu'avec l'écrasement des luttes de libération au Mozambique et du FRELIMO.

La France est engagée aux côtés des grandes puissances impérialistes, du Portugal et de l'Afrique du Sud dans la construction de ce barrage (cf. la liste des entreprises françaises dans Rouge No 239).

Nos camarades de l'EDF Chatou se sont engagés dans une campagne de dénonciation de la participation de l'EDF à ce projet impérialiste dans la « Boucle rouge ».

Partout où les militants révolutionnaires peuvent intervenir, ils doivent dénoncer les grands trusts français impliqués dans le soutien au colonialisme portugais, au régime raciste sud-africain et aux régimes néo-coloniaux où ils trouvent la source d'énormes sur-profits.

## ESPAGNE

### ARRESTATION DE 14 MILITANTS TROTSKYSTES

La presse espagnole a annoncé ces jours derniers l'arrestation de 14 militants accusés d'appartenir à la LCR à l'université de Bilbao.

Par ailleurs, on est toujours sans nouvelles de Salvador Puig Antich qui attend la mort dans sa cellule à Barcelone. Le gouvernement semble hésiter, alors que la situation générale reste tendue dans l'ensemble de l'Espagne.

Il y a deux jours, 6000 ouvriers de la Standard Electrica, filiale de l'ITT, une des plus grosses entreprises à Madrid, ont été lock outés alors qu'ils déclenchaient une grève contre les clauses de renouvellement de la convention collective.

## revue

LA REVUE IV INTERNATIONALE No 9-10 VIENT DE PARAITRE. Au sommaire:

- Chili
- \* Déclaration du Secrétariat Unifié
- \* Résolution politique du Comité Central du Parti Socialiste Révolutionnaire
- \* Interview d'Hugo Blanco
- \* Les embryons du pouvoir ouvrier
- \* La formation de la prop' ouvrier
- Moyen-Orient
- \* Déclaration du Secrétariat Unifié

- Les comités « bidons » des reconstruc-teurs de la IV Internationale.

- Dossier URSS

\* Lettre ouverte aux participants à la conférence des PC de Budapest. GRI-GORENKO

\* Les centaines de choses qu'on peut savoir de l'URSS

\* La nature de l'opposition démocratique

## CHILI

### L'ASSASSINAT DE VICTOR JARA

« Victor s'est approché des portes par où entraient les prisonniers. Là, il s'est heurté au commandant du camp, qui l'a regardé, puis a fait le geste d'un homme jouant de la guitare. Victor a acquiescé de la tête, souriant avec tristesse. Le militaire a souri aussi, content de sa découverte »

Il a ordonné à quatre soldats de le retenir et a demandé qu'une table soit placée au milieu du terrain pour que tout le monde puisse la voir. Victor fut conduit jusqu'à la table et, là, on lui a ordonné d'y poser ses mains. Brusquement, l'officier a brandi une hache. D'un seul coup il a coupé les doigts de la main gauche et, d'un autre ceux de la main droite.

Victor est tombé. Un seul cri est sorti des 6.000 poitrines. Douze mille yeux ont vu l'officier pénétrer le corps du chanteur en hurlant : « Chante maintenant ! » (...)

Lentement, Victor s'est remis debout et, chancelant, ses mains mutilées en avant, tel un somnambule, il s'est dirigé vers les gradins.

Il y eut un profond silence et Victor a dit : « Camarades, faisons plaisir à Monsieur le commandant ! » Alors, levant ses mains ensanglantées, il a entonné l'hymne de l'Unité Populaire, repris peu à peu par six mille voix.

C'en était trop pour les militaires. Une rafale est partie, et le corps de Victor s'est plié en avant. D'autres rafales sont parties des fusils-mitrailleurs mais, cette fois dirigées vers les gradins.

Beaucoup de corps sont tombés sur le terrain. Les cris des blessés étaient insoutenables, mais Victor ne les entendait plus. Il était mort. »

La Opinion (Buenos-Aires)

2 janvier

# junte: l'union sacrée en péril

Notre camarade Jean-Pierre Beauvais du comité de rédaction de Rouge qui avait passé près d'un mois au Chili au lendemain du coup d'Etat de septembre 1973 est retourné récemment à Santiago.

Durant près de trois semaines, il a de nouveau rencontré des militants de la gauche et de l'extrême-gauche chilienne, les informant sur le mouvement de solidarité avec le Chili qui s'est développé à l'échelle internationale, discutant avec eux de la situation présente, de la répression, des perspectives de la lutte au Chili même, de l'articulation entre cette lutte et la solidarité internationale sous toutes ses formes.

Cette semaine nous publions un premier article de notre camarade sur les divergences qui existent dans la bourgeoisie elle-même et les difficultés que rencontre la Junte.

Nous publierons la semaine prochaine un article faisant le point sur la situation de la classe ouvrière chilienne, les formes et le caractère de la résistance à la dictature. Nous publierons également dans les semaines qui viennent plusieurs interviews dont une de la direction du MIR avec laquelle notre camarade a eu de larges discussions, ainsi que de nombreux documents sur la situation à l'intérieur du pays.



Un peu plus de 4 mois ont passé depuis le 11 septembre dernier... Quatre mois de répression féroce, quotidienne. Les quatre mois les plus sanglants qu'aient connus le Chili et toute l'Amérique Latine.

Quatre mois au cours desquels s'est affirmée la victoire des militaires, des bourgeois chiliens.

La normalisation, « leur » normalisation, est partout présente, bien visible.

Dès l'aéroport par exemple où les contrôles sont faibles – il faut rassurer les touristes et surtout les représentants d'éventuels investisseurs –

Dans le centre de la ville où toutes les traces des combats de septembre ont été soigneusement effacées, où les façades ont été nettoyées ou repeintes sur ordre des militaires, où les murs extérieurs du palais de la Moneda ont déjà été reconstruits...

Dans le Barrio Alto enfin, le quartier bourgeois, où l'on respire, en jouissant sur les pelouses ou au bord des piscines du plein été austral.

Telle est l'image propre et paisible du Chili 1974 que veulent donner aux visiteurs étrangers – hommes d'affaires, missions économiques, etc... – les militaires chiliens.

Mais cette normalisation là, bien que réelle, n'est qu'une façade fort mince et parfois transparente.

La normalisation, la vraie, il faut aller ailleurs pour la trouver : dans les usines, dans les poblaciones, à la campagne. Là, les militaires, les possédants donnent d'eux-mêmes, du système qu'ils servent, qu'ils représentent, une image bien plus véridique, plus réelle. Là se manifeste ouvertement et sans fard le système d'exploitation capitaliste, fait de misère et de sang.

## PROFIT MAXIMUM

Après avoir fait payer aux travailleurs chiliens par une répression massive et aveugle le prix de leurs frayeurs, les bourgeois, les militaires sont passés à une autre étape.

Assurés du pouvoir, leur ordre stabilisé, ils font payer aux travailleurs le prix de la « reconstruction nationale », pour reprendre le vocabulaire officiel, tout en continuant à mener une répression plus sélective mais tout aussi brutale.

La remise en marche de la production n'était qu'une première étape. Il faut profiter de la défaite des travailleurs pour rentabiliser cet appareil de production, selon une loi bien connue : celle du profit maximum.

C'est à cet objectif central que travaillent conjointement les militaires et la grande bourgeoisie chilienne. C'est ce que recouvre toute leur phraséologie autour de la « reconstruction nationale »

Aux massacres des premiers jours, aux innombrables disparitions, arrestations, licenciements politiques, s'est donc substitué en bonne logique capitaliste un régime d'exploitation forcenée dont il est difficile d'imaginer l'ampleur et les conditions concrètes. Semaine après semaine, les acquis sociaux, économiques des travailleurs obtenus à la faveur d'un rapport de force différent – sous le gouvernement de l'Union Populaire – sont grignotés, repris, annulés.

Cela touche les salaires bien sûr. Entre septembre 73 et janvier 74, pour ne s'en tenir qu'aux données officielles, c'est d'un peu plus de la moitié qu'a été amputé le pouvoir d'achat des travailleurs, grâce à l'inflation et malgré les « réajustements » pratiqués à grand renfort de publicité. Et c'est là un chiffre moyen ! Le pouvoir d'achat du salaire « minimum » a été amputé d'encore bien plus. Et les licenciés, politiques ou non, ne sont pas inclus dans les statistiques...

Mais cette politique va bien au-delà des salaires. Dans les « poblaciones », les équipements collectifs – scolaires ou sanitaires – les circuits de distribution qu'avaient commencé à mettre en place les travailleurs eux-mêmes – premiers fruits de leurs mobilisations et des formes locales d'auto-organisation qu'ils avaient adoptées – ont été détruits, rasés, interdits, créant les situations les plus dramatiques : un grand nombre de femmes, par exemple, ont dû abandonner leur travail, les crèches ayant disparu ; ce qui s'est ajouté à la diminution du pouvoir d'achat du mari...

Mais il y a plus en matière de rapacité et de cynisme... C'est la refonte totale du système de sécurité et de prévoyance sociale. C'est là l'une des grandes « réformes » mises en chantier par la Junte. Elle vise à transformer le système de sécurité sociale jusqu'ici coûteux pour l'Etat en pilier du capitalisme chilien, au travers

d'un véritable système d'épargne forcée en faire une source importante de capitaux. On ne saurait d'ailleurs être plus explicite à cet égard que Leniz lui-même, ministre de l'économie : (la réforme du système de sécurité sociale) « devrait donc être génératrice de capitaux ; elle devrait parvenir à ce que cette politique de capitalisation soit décentralisée, préventive et uniforme et confiée à des sociétés privées (...) Dans le cadre de ce projet seront créées des banques de développement décentralisées destinées à capter les ressources des diverses zones du pays. L'apport initial de ces banques sera constitué par les cotisations des travailleurs » (!)

L'augmentation des heures de travail, la réduction des salaires ne suffisaient donc pas. Les travailleurs devront verser directement une partie de ce qui leur reste pour le développement du capitalisme chilien.

Tel est le prix de la défaite... ceux qui ont été épargnés par la sanglante répression la paieront par la misère, la sous-alimentation, la maladie, la faim.

## DIFFICULTES

Une défaite qui n'est pas celle des travailleurs, mais celle des directions réformistes des partis de l'U.P., qui ont opposé à la mobilisation des travailleurs la démobilité dans le cadre d'accords avec la bourgeoisie, de ceux qui ont prêché la voie pacifique face à la violence contre-révolutionnaire. La défaite de ceux qui aujourd'hui, en Europe et ailleurs, masquant leur faillite se décrètent les représentants des travailleurs chiliens...

Mais cette politique d'exploitation forcée, s'appuyant sur la défaite de septembre et sur une répression permanente, si elle a déjà porté quelques fruits encore que modestes – investissements de capitaux privés étrangers, prêts bancaires, reports de dette et reprise de l'activité dans les secteurs d'exportation – rencontre des difficultés considérables.

Difficultés dues aux contradictions internes de la bourgeoisie chilienne, à une classe ouvrière sévèrement battue mais non pas écrasée comme l'aurait voulu les militaires. Difficultés dues aussi à l'opposition qu'a rencontrée la Junte à l'échelle internationale. Difficultés inégales,

mais dialectiquement liées, prévisibles pour certaines d'entre elles dès le lendemain du coup d'Etat (cf. Quelle dictature Rouge numéro 227) mais qui ont pesé beaucoup plus qu'on ne pouvait le prévoir dans l'évolution de la dictature

## CONTRADICTIONS INTERNES

Ces dernières semaines, les orientations économiques de la Junte dans le cadre de la nouvelle répartition des revenus fondée sur l'exploitation forcée et la paupérisation des travailleurs se sont précisées : libéralisme intégral, tant pour le marché intérieur que pour les échanges extérieurs. D'où, une liberté quasi-totale des prix (même pour le pain !) une baisse des tarifs douaniers à l'importation et, contre-partie indispensable, dévaluation de l'escudo pour stimuler les exportations.

Toutes ces mesures vont dans le même sens : elles favorisent la grande bourgeoisie traditionnelle, liée aux activités centrées sur l'import-export, liée aussi aux grandes sociétés multinationales et plus généralement à la pénétration impérialiste. Ce sont ces secteurs que représente Leniz, l'actuel ministre de l'économie, ancien directeur du quotidien El Mercurio, expression du Parti National (P.N.)

Or, cette politique rencontre une opposition croissante de la part d'autres secteurs bourgeois, plus tournés, eux, vers le marché intérieur (industrie de biens de consommation, moyenne agriculture) secteurs généralement représentés par la Démocratie Chrétienne, dont le programme (industrialisation, développement du marché intérieur) lorsqu'elle était au pouvoir avec Frei (1964-1971) exprimait parfaitement les intérêts...

Le libéralisme intégral proposé en matière de commerce extérieur risque en effet de ruiner une partie de ces secteurs industriels, aux bases financières fragiles et aux petites unités de production peu compétitives malgré les bas salaires. Mais surtout, pour ces secteurs, la Junte est allée trop loin dans la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs chiliens. La demande au niveau du marché intérieur s'en est trouvée considérablement réduite au point qu'en novembre et décembre de nombreuses entreprises – hôtels, restaurants, ateliers, petites usines – ont dû fermer.

D'où, depuis quelques semaines, une campagne quotidienne du journal « La

# SOLIDARITE CHILI

Il y a deux ans, les réformistes et les stalinien se réclamaient de l'exemple du Chili, pour la France.

Il y a un an c'était la droite qui exploitait les difficultés et contradictions de l'Union Populaire : les réactionnaires plaçaient sur le compte du socialisme les échecs de l'Union Populaire alors que ces échecs étaient justement dus à l'absence de socialisme.

Aujourd'hui, la campagne prolongée de soutien au Chili dénonce les crimes des réactionnaires et met en difficulté les « théories » des réformistes.

Bientôt le mot « Chili » sera un acquis pour les idées révolutionnaires. Les leçons du Chili sont tirées par ceux qui combattent le mieux, le plus activement, le plus durablement pour le soutien et la défense aux luttes des travailleurs chiliens.

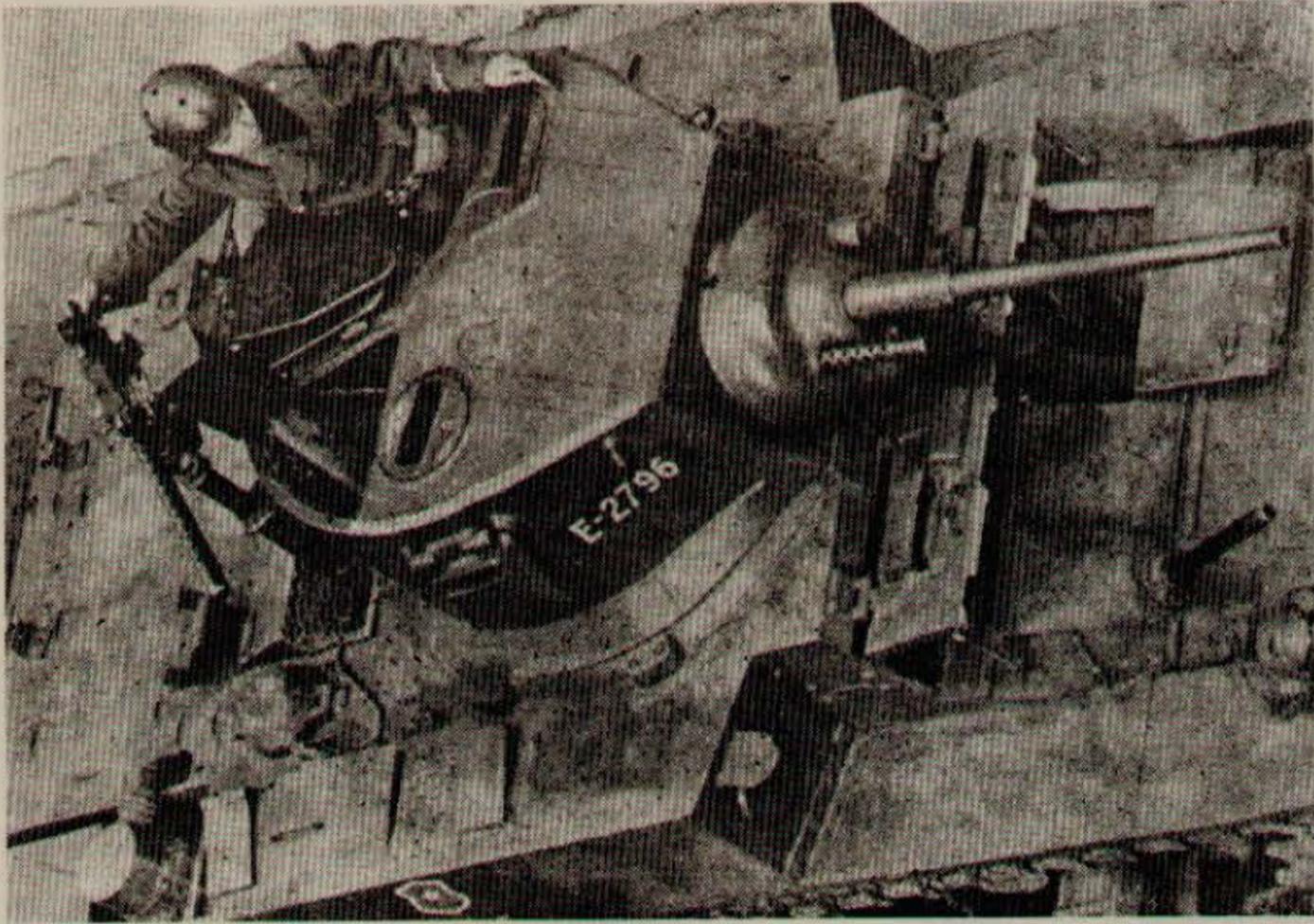
Ce mouvement s'organise à l'échelle internationale : la Quatrième Internationale se doit de le prendre en charge de manière active partout où ses forces le lui permettent. Il s'agit de comprendre l'importance décisive des mobilisations de masse, qui, ont profondément marqué le mouvement ouvrier autour de la question chilienne.

En France, le débat s'engage dans le Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Ce débat est plus que jamais nécessaire.

Ce débat non seulement n'impose aucun changement dans la volonté des comités Chili de rechercher l'unité d'action à la base et au sommet avec les « 18 » de l'Union de la Gauche, mais il implique au contraire de rechercher plus que jamais cette unité d'action : pour que justement les problèmes posés soient réels, pour que la confrontation éventuelle des stratégies réformistes et révolutionnaires ne soit pas abstraites.

Les diffuseurs de Rouge ont pris l'initiative d'engager la discussion : parce que la bataille d'idées est l'aliment du travail militant des comités. Dans cette discussion il s'agit de donner des positions claires, détaillées, appuyées sur les faits. Les articles de Jean-Pierre Beauvais vont enrichir, semaine après semaine cette discussion. Il faut écarter les premiers arguments apolitiques qui nous ont été opposés du type « nous n'avons pas à donner de leçons aux chiliens » ou encore, « il faut protéger l'unité de la résistance ». Sur quelles bases l'unité de la Résistance ? dans un front interclassiste sans principe avec la démocratie chrétienne comme le propose le PC chilien ? En renonçant au mot d'ordre de « à bas la dictature » et en remplaçant par « à bas l'état de guerre interna » ? En cessant « d'opposer civils et militaires » et en avertissant les putschistes que « s'ils s'obstinent, ils vont finir par déshonorer pour de bon l'armée chilienne », comme le propose encore le PC chilien ? En préparant une grève générale pacifique et en condamnant toute préparation à l'action armée « qui fait le jeu de la dictature » ? En condamnant les « gauchistes » au moment où Von Schowen est entre les mains des tortionnaires de Pinochet-Leigh ? Il faut être clair : pour le soutien financier, matériel et politique. Nous sommes pour l'unité du mouvement ouvrier chilien sur des bases de lutte de classes : nous continuerons à soutenir et à défendre tous ceux qui sont victimes de la répression, nous continuerons à prôner et à mettre en oeuvre un front uni de ceux qui en France, quelques soient leurs divergences, sont prêts sincèrement et activement à soutenir toutes les formes de résistance (des militants du PC, du PS, de l'IC, du MAPU, du MIR, du PSR, de la LCCI). Mais nous formulons nos positions propres, autonomes et nous les apporterons sans les imposer comme base d'adhésion ou de militantisme, comme contributions au débat actuel dans le cadre de la préparation des Assises des Comités Chili. (1)

(1). Ces assises qui vont avoir lieu les 23 et 24 mars risquent de regrouper de 500 à 1000 délégués des 400 comités de base existant. Les conditions de la préparation imposent que tous les comités se déclarent dès que possible au local central de la rue Vauvilliers (pour avoir droit à deux délégués mandats jusqu'à 25 adhérents, plus un au-delà de 40 adhérents, plus un au-delà de 100 adhérents). Un bulletin interne sort régulièrement pour diffuser les contributions des comités. Le numéro 9 de ce bulletin vient de paraître et il est envoyé à tous les comités qui en font la demande. Lors des coordinations parisiennes, tous les vendredis soirs de 19h à 22h, tous les 15 jours, le point est fait sur la résistance et la discussion à ce propos dans les comités. En province des « stages » des comités sont organisés régionalement : 14 ont été planifiés sur 3 week-end. Des tables rondes publiques avec des orateurs de points de vue différents peuvent et doivent être organisés dans la plupart des villes.



Prensa » l'organe de la D.C. en faveur d'augmentations substantielles de salaires, soi-disant au nom de la justice sociale, de la défense élémentaire des droits des travailleurs etc. mais à travers laquelle perce clairement le souci de la défense immédiate des intérêts de cette fraction de la bourgeoisie que ce parti représente.

Témoin cet éditorial de La Prensa, plaidant pour une augmentation des salaires car « c'est une formule qui, à notre sens stimule d'une manière plus effective la production », « Car (...) tout le revenu de cette immense majorité va au marché, à la demande de biens et de services, et il faut comprendre que cet argent, transformé en pouvoir d'achat est un stimulant pour la production qui répond ainsi à la demande, qui la dynamise »

On ne saurait être plus explicite quant aux intérêts que défend la Démocratie Chrétienne au travers de sa campagne pour une augmentation de salaires et pour soi-disant plus de justice sociale... Mais l'opposition des secteurs représentés par la D.C. à la politique économique de la Junte s'exprime sur d'autres points non moins importants.

## DEMANTELEMENT DU SECTEUR D'ETAT

L'un des aspects les plus significatifs de la politique de Leniz dans le cadre d'un retour au « libéralisme intégral » (sic) est la restitution massive au secteur privé des entreprises sous contrôle (administratif ou financier) de l'Etat ainsi que de tout l'appareil bancaire.

la Démocratie Chrétienne est favorable à la restitution à leurs anciens propriétaires ou actionnaires de la plupart des entreprises qui étaient passés sous le contrôle de l'Etat durant le gouvernement U.P., elle est violemment opposée au démantèlement complet du secteur étatisé, qu'elle avait grandement contribué à mettre en place lorsqu'elle était au pouvoir. Entre autres parce qu'elle y dispose d'une base sociale importante.

Ce démantèlement du secteur d'Etat de l'économie, alors même qu'elle n'en est qu'au stade initial a d'ailleurs pris d'incroyables proportions : le Ministère des Travaux Publics, par exemple, a déjà licencié du jour au lendemain plusieurs centaines de fonctionnaires, employés ou techniciens. Et ce n'est qu'une première

fournee, puisque désormais aucune exécution de travaux publics ne sera plus assurée par l'Etat mais confiée aux entreprises privées. Dans un pays où les 3/4 des investissements de construction de toute nature sont financés directement par l'Etat !

MARDI 5 FEVRIER  
A 20 h  
ECOLE « ROUGE » CENTRALE  
A PARIS :  
« Ou en est la résistance  
chilienne ? »  
avec Jean-Pierre Beauvais  
de retour du Chili  
JUSSIEU

TOUS AU MEETING  
« La jeunesse avec la résistance chilienne »  
organisé par les comités Chili,  
lycéens, collégiens, étudiants,  
à la Mutualité  
le 6 février 14 h 30 - 19 h 30  
Films : « Quand le peuple s'éveille »  
« Septembre chilien »  
Forums-débats  
et la participation de Maxime Leforestier,  
Dario Fo (sous réserve) Yvan Dautin,  
Annie Nobel et Philippe Richeux, etc.

Tout le système bancaire, nous l'avons vu, va revenir dans les prochaines semaines au secteur privé. Sauf bien sûr la Banque Centrale, la banque d'émission, qui devra toutefois cesser de remplir sa fonction de banque commerciale. D'où, licencièrement de plus de 1000 fonctionnaires la dernière semaine de décembre.

On pourrait ainsi multiplier les exemples qui ont largement contribué ces dernières semaines à durcir les positions de la D.C.

Ces contradictions entre les deux principaux partis bourgeois et les secteurs qu'ils représentent sont loin d'être un aspect anecdotique ou superficiel de la situation chilienne en ce début 74. Elles dominent totalement la scène politique et les débats quotidiens entre organes de presse respectifs ne sont qu'un reflet atténué d'affrontements beaucoup plus violents dans l'appareil d'Etat et dans l'armée. Affrontements qui prennent parfois

l'allure de règlements de compte lourds de conséquence : c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'interdiction, fin décembre par le général Borvillla, ministre de l'Intérieur, dont les liens avec la D.C. sont bien connus, d'un des quotidiens de l'extrême-droite sous prétexte... qu'il avait rendu compte des déclarations d'Altamirano à Cuba !! C'est dans ce cadre aussi qu'il faut comprendre les multiples déclarations de ce même Borvillla, toutes teintées de populisme, de démagogie sociale lors de ses visites quasi quotidiennes et bien orchestrées dans des « poblaciones », des usines ou des bureaux.

Mais ce qu'impliquent ces contradictions va bien au delà : si le secteur dominant dans l'appareil d'Etat et dans l'armée est et reste le secteur le plus dur, aux méthodes et aux objectifs ouvertement fascistes sinon fascistes, l'opposition de plus en plus ouverte des secteurs représentés par la démocratie chrétienne a rendu souvent difficile la mise en pratique de leur réalisation. On parle beaucoup moins, par exemple des projets constitutionnels chers au général Leigh directement inspirés de Mussolini et Salazar.

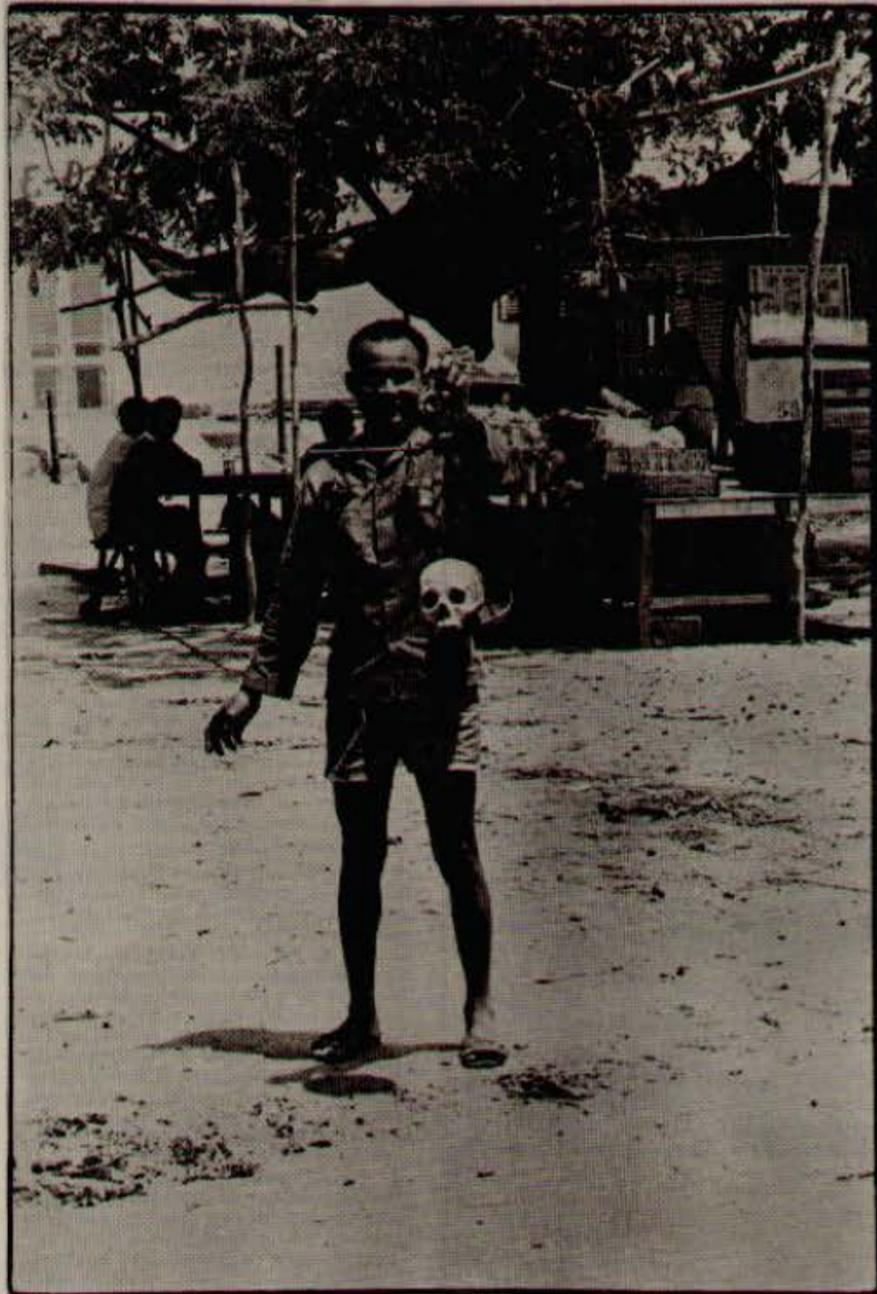
De fait l'unité réalisée au lendemain du 11 septembre entre tous les Versaillais - entre les différents secteurs bourgeois D.C. incluse et la petite bourgeoisie réactionnaire - et qui donnait à la dictature, dans l'enthousiasme de la victoire, une base sociale importante et active, a vécu. L'heure du désenchantement a déjà sonné pour beaucoup. Mais chacun est conscient des risques que représenterait une rupture ouverte, notamment pour l'unité et l'homogénéité des forces armées.

D'où les efforts faits de part et d'autre pour maintenir pour l'instant les contradictions dans le cadre même du régime actuel et l'adoption de mesures telles que le triplement et parfois plus de la solde des officiers en termes de pouvoir d'achat - soit des augmentations de 1500 à 2000 %, pour les maintenir au-dessus de la mêlée.

Mais ce cadre sera de plus en plus difficile à maintenir, car des facteurs autres que des querelles entre fractions bourgeoises aux intérêts divergents interviennent dans ce contexte, notamment la situation à l'intérieur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

(à suivre)

Jean Pierre Beauvais



# la bataille de phnom penh

Un an après la signature des accords de Paris sur le Vietnam, la révolution indochinoise continue à se frayer une voie grâce à une lutte difficile. « Rouge » reviendra ultérieurement sur l'évolution du rapport de force depuis janvier 1973. Au Cambodge, l'offensive de saison sèche du FUNK entre aujourd'hui dans une nouvelle phase avec le bombardement régulier d'objectifs dans Phnom Penh.

Il aura fallu deux mois à peine au FAPLANK pour retrouver la plupart des positions qui avaient été atteintes au plus fort des offensives de l'année dernière. Elles se sont parfois approchées jusqu'à 3 km de la capitale (Phnom Cham au sud-ouest de Phnom Penh), elles occupent la rive est du Mékong, sont à quelques kilomètres de l'aéroport de POCHENTONG, et aux portes du faubourg de Tak-Mau (au sud de la ville). Le périmètre de défense éloignée de Phnom Penh est enfoncé. Le plan annoncé en décembre par les représentants du GRUNK (voir Rouge n 235) est mis progressivement en application.

## CREER L'INSECURITE

C'est fin décembre que les premières roquettes sont tombées sur Phnom Penh. Les mois précédents, les opérations urbaines des FAPLANK étaient restées limitées à des opérations de commandos. Leurs fonctions étaient encore essentiellement d'appuyer les offensives politiques et diplomatiques du GRUNK. Il s'agit maintenant de créer d'abord une insécurité complète pour les fantoches dans les dernières zones qu'ils contrôlent.

Avec l'avance de ses forces, le FUNK peut utiliser les canons de 105 millimètres, d'origine américaine, qu'il a capturés. Plus précis que les roquettes de 122 mm, cela lui permet d'augmenter sa pression. La villa de l'attaché de l'air américain des USA, le palais présidentiel (à plusieurs reprises), l'état major général, le bureau de police judiciaire ont été frappés. L'aéroport de POCHENTONG est de nouveau bombardé. Dans Phnom Penh, les attentats se multiplient : tirs d'obus contre la résidence du commandant en chef fantoche, Sosthère Fernandez, grenadage du poste de police, etc.

Une « psychose de la roquette » se constitue. Cette insécurité permanente permet au FUNK d'accroître la crise du régime de Lon Nol et de dresser encore plus contre ce dernier la population urbaine.

## L'ISOLEMENT D'UN FANTOCHE

Le régime fantoche perd ce qui lui restait de crédit. Ce qu'il y avait encore dans la capitale cambodgienne, de communautés étrangères (et notamment de fonctionnaires français) quittent le pays. Les écoles sont fermées. Les familles bourgeoises s'envolent vers la capitale provinciale de Battambang, moins exposée. Le « gouvernement » Long Boret (premier ministre de Lon Nol) se demande si il ne devrait pas en faire autant. « Notre situation est très difficile » avoue ce dernier dans un interview au « Monde » (du 26.1.74.). Et l'opposition politique à Lon Nol s'affirme.

Au sein du régime lui-même, ou l'ancien premier ministre Son Sann réclame la démission du président hémiplégique. Dans les milieux bouddhistes ensuite, avec l'appel à la paix lancé par des bonzes. Chez les étudiants en lettres, enfin, qui, après un appel du GRUNK à leur égard, ont publié une déclaration réclamant la suppression de « l'arsenal institutionnel et politico administratif asphyxiant qui se tient que grâce à l'aide des étrangers ignobles », et qui qualifient le combat de « guerre civile opposant d'un côté les paysans armés et d'un autre les privilégiés minoritaires »...

## Bataille pour la population

Des avant les bombardements à la roquette, la population phnom-penhoise avait manifesté son opposition. Les actions contre la hausse démentielle du coût de la vie se sont multipliées. Le viel, monnaie cambodgienne, ne vaut plus que

le 50ème de sa valeur d'avant le coup d'état de 1970. Le prix du riz est majoré en trois ans de 5000% ! Grèves et manifestations ouvrières contre l'inflation, l'absence de ravitaillement, l'enrolement militaire (notamment le 21 décembre) grève de 12000 enseignants, manifestation des conducteurs de « Lambretta » et de taxi contre la hausse de 240% du prix de l'essence, démissions massives de fonctionnaires...

« Les gens arrachent l'écorce des arbres pour avoir un peu de combustible » écrit un correspondant du journal « Libération » du 21 janvier.

L'insécurité militaire s'ajoute aujourd'hui à la misère sociale. Beaucoup d'habitants actuels de Phnom Penh sont des réfugiés chassés de leurs rizières par les bombardements US de l'année dernière. Et voilà que le régime Lon Nol est incapable d'empêcher la guerre de gagner la capitale cambodgienne. Les appels du FUNK, et notamment de son comité de Phnom Penh, se multiplient. Ils demandent à la population de s'éloigner des objectifs officiels - soumis aux bombardements -, d'engager la lutte contre les fantoches et de préparer leur soulèvement, de rejoindre, si nécessaire, les zones libérées. Forces vives de la révolution, la bataille pour la population est essentielle pour le FUNK. Les offensives militaires des FAPLANK ont souvent eu pour but premier de permettre à la population de gagner les zones libérées en province (durant la bataille de Kompong Cham notamment) comme dans la région de Phnom Penh. La réforme agraire et le plan d'intensification de la production qui y sont engagées facilite leur accueil. Dernièrement encore, se sont des unités de « milices » créées par le régime fantoche qui sont passées avec armes et bagages du côté de la révolution.

Le déséquilibre des armements en présence, comme la nécessité d'organiser au mieux l'ensemble de la population, ont amené le FUNK à définir une stratégie progressive pour cette saison sèche 1973/74. Mais ce mois de janvier, avec l'arrivée des FAPLANK aux environs immédiats de la capitale, l'organisation systématique de son bombardement, l'accentuation de la crise politique du régime Lon Nol et de l'opposition de la population urbaine, la gravité des pertes en hommes et en matériel subie par l'armée fantoche, marque les premiers succès de sa mise en application. La bataille de Phnom Penh a commencé.

Pierre Rousset

## LA POLITIQUE US EN CHIFFRES

Dans une déclaration à la conférence de la Celle Saint Cloud, le 18 janvier, l'ambassadeur du GRP faisait le point sur l'application des accords de Paris. L'armée saïgonnaise, a, en moins d'un an et selon des statistiques encore incomplètes, violé 313.000 fois le cessez le feu, avec 35.500 opérations d'empiètements, plus de 226.000 opérations de police et de « pacifications », plus de 15.500 sorties aériennes... Plus de 25.000 conseillers militaires déguisés en civils encadrent l'armée et la police fantoche. 2 millions de dollars par an sont fournis illégalement à l'administration Thieu. 720.000 tonnes de bombes et de munitions, 135.000 tonnes d'armes et de matériel (500 avions, 900 tanks et blindés, 200 embarcations de guerre, 600 canons de 105 mm, 155 mm et 175 mm) ont été illégalement acheminés. Mieux, il est officiellement prévu aux USA d'envoyer au Sud Vietnam entre 60 et 100 unités du très moderne avion F5E en remplacement des actuels F5A de l'aviation saïgonnaise.

Sans parler de sabotage de toutes les clauses politiques des accords (libertés démocratiques, libérations des prisonniers, etc...) et du survol constant du Vietnam par l'aviation américaine en mission d'observation...

# LA TRÊVE ROMPUE

Il y a 8 mois, Rouge (n. 210) relatait la formidable lutte des métallos italiens de la Fiat pour le renouvellement des accords d'entreprise.

Aujourd'hui, c'est encore la Mirafiori qui donne le signal d'une nouvelle série de luttes ouvrières dans un nouveau contexte politique et social.

Nous reproduisons ici l'interview d'un camarade des GCR (section italienne de la IV<sup>ème</sup> Internationale) qui travaille dans cette usine de Turin.

interview d'un camarade des GCR

**Peux-tu préciser dans quelle situation intervient cette reprise des luttes à la Fiat ?**

En Italie, ces derniers mois, il y a eu une période de « paix sociale » qui a duré jusqu'en décembre. Les directions syndicales ont tout fait pour qu'il n'y ait pas de lutte. C'était lié à la présence du gouvernement de Centre Gauche auquel le PCI et les directions syndicales ont concédé une sorte de trêve sociale par une passivité délibérée.

Dans toutes les entreprises, elles n'ont mis en avant que des revendications « minimalistes », centrées sur la nécessité de nouveaux investissements dans le Sud du pays. Cette attitude, le gouvernement ne s'est d'ailleurs, pas privé de l'exploiter : les prix ont monté en flèche; on a vu une tentative pour bloquer le peu d'échelle mobile qui existe en Italie; bref des attaques sensibles au niveau de vie général de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, surtout après la crise du pétrole, cela a provoqué une véritable crise dans les organisations syndicales. En effet, leurs directions se trouvent coincées entre d'une part l'intransigeance des patrons qui ne sont disposés à faire aucune concession, et d'autre part au développement d'une riposte ouvrière de plus en plus puissante aux attaques patronales.

Cette riposte touche d'ailleurs bien d'autres entreprises que la Fiat; comme l'Alfa, la Zanussi, par exemple.

**Avant la grève de vendredi dernier, il y avait eu d'autres mouvements déjà au mois de décembre.**

Oui, les premières grèves de décembre n'ont pas été suivies massivement. On comptait seulement 30% de participation environ. Cela tenait notamment à un véritable boycott de l'appareil syndical.

Ensuite il y a eu la coupure des vacances de Noël, et dix jours après, la mobilisation a repris. Le patron se refusait à accorder autre chose que des miettes (il proposait 7000 lire par mois!), alors qu'il venait d'augmenter le prix des automobiles de 8 à 10%. En même temps, Agnelli a décrété une réduction des horaires de l'usine Lancia (réduction en partie payée par la caisse de pension des ouvriers.) Dès le lendemain, il y a eu des assemblées à Fiat-Mirafiori.

**Comment en est-on venu à la grève générale de toute l'usine Fiat ?**

Dans l'assemblée, la direction syndicale n'a pas proposé la grève : « on fera des assemblées la semaine prochaine pour décider des formes de lutte », voilà ce qu'elle expliquait. Mais plusieurs délégués sont intervenus pour proposer la grève immédiate; beaucoup d'interventions critiquaient la plateforme : il fallait généraliser les luttes,

partir en grève générale en fixant des objectifs généraux valables pour toute la classe ouvrière.

C'est ainsi que les grèves ont démarré. Le syndicat a soutenu, mais il n'a pas appelé à débrayer les premiers jours. Pendant 3 jours dans toutes les usines de Mirafiori, les débrayages se sont succédés. Cette fois la participation était massive, avec des défilés à l'intérieur de l'entreprise, etc...

La semaine suivante s'est tenue une assemblée nationale de tous les délégués de Fiat et on a décidé une journée de lutte sur le plan national : c'est celle qui a eu lieu vendredi dernier.

Elle a été très suivie et solidement organisée : des piquets de grève massifs contrôlaient toute l'entreprise; à peine 1% du personnel (juste les directeurs et les cadres supérieurs) a pu rentrer. On sentait un climat comme celui des derniers jours de l'occupation de '73...

**Mais les réductions d'horaires qui touchent l'automobile n'ont-elles pas entamé la combativité d'une partie du personnel ?**

Non, l'usine Lancia par exemple a tourné pour la première fois la semaine dernière avec des horaires réduits. Les ouvriers travaillaient 3 jours sur 5; 6000 personnes touchées. Et bien la principale usine Lancia a été occupée; celle de Turin, qui est plus petite, a fait 3 heures de grève avec une manifestation jusqu'au centre de la ville et l'occupation pendant deux heures du Palais de la région. On ne peut donc pas parler de passivité, malgré l'absence de consignes syndicales. Et pourtant dans ce domaine on a atteint de véritables sommets : on a vu par exemple un secrétaire des métallos intervenir au AG pour demander... de nouveaux investissements dans le Sud, la construction d'une nouvelle usine Lancia dans le midi; tu te rends compte en pleine lutte sur les réductions d'horaires !

**L'attitude des directions syndicales risque quand même d'évoluer. Elles ne peuvent pas continuer à prôner la « trêve sociale ».**

Il est clair qu'elles sont conduites à adopter une attitude plus souple. Elles se rendent bien compte qu'il leur faut donner un minimum de réponse, sans quoi c'est leur autorité même qui est menacée. Il ne s'agit pas d'un changement d'orientation stratégique, mais seulement d'une adaptation tactique, qui vise à presser un peu plus le gouvernement de faire quelques concessions. Mais ils n'offrent pas de perspectives générales qui répondent à la situation.

**Tu as parlé tout à l'heure de la « lutte pour des investissements au Sud ». C'est une revendication ouvrière pour le moins inhabituelle.**

Les directions syndicales expliquent que dans le Sud de l'Italie il y a du



Fiat '73: les ouvriers manifestent dans les rues de Turin pour le renouvellement des contrats.



chômage; que cela affaiblit la classe ouvrière et crée un terrain favorable à la droite. C'est pourquoi elles font pression sur les patrons pour qu'ils investissent leurs capitaux au Sud dans le matériel ferroviaire, des machines agricoles, des autobus, etc...

Naturellement, si l'on demande à Fiat d'investir dans le Sud, on est bien vite conduit à expliquer qu'il faut modérer les revendications ouvrières au Nord pour lui permettre de le faire. Fiat fait les investissements qu'il juge favorables; et cela apparaît comme une concession aux syndicats... En fait, cela ne résoud absolument pas le problème général de l'emploi.

**Comment peut évoluer la situation actuelle ?**

La situation que nous vivons aujourd'hui est une situation dramatique : d'un côté, il y a une forte volonté de lutte de la classe ouvrière; de l'autre une défiance qui croît de jour en jour envers les syndicats. Il y a une recherche spontanée d'objectifs de lutte différents de ceux avancés par les directions syndicales; l'idée d'une grève générale qui doit être une véritable épreuve de force et pas une grève symbolique. Tout le monde sent que les problèmes de l'emploi et de la hausse des prix sont centraux.

Or, dans cette situation, l'extrême-gauche italienne se montre de plus en plus suiviste envers les directions syndicales. On voit ces organisations parler de lutte pour des réformes ou d'investissements au Sud. Que ce soit les C.U.B., ou même Lotta Continua, elles défendent à peu de chose près les mêmes objectifs que les directions syndicales. C'est d'autant plus grave que nous nous trouvons dans une situation favorable, où il y a des possibilités réelles de débordement des directions syndicales non seulement sur les formes de lutte, mais sur les objectifs même de la lutte. Nous sommes quasiment les seuls à défendre cette perspective, en avançant prioritairement des mots d'ordre généraux sur l'emploi et la hausse des prix.

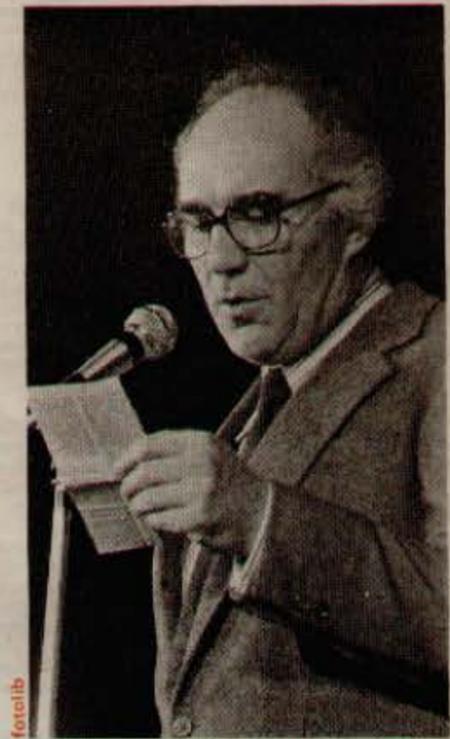
A l'heure qu'il est : d'autres mobilisations s'amorcent. Les métallos ont appelé les autres catégories à faire une grève générale. La semaine prochaine il peut y avoir un débrayage de toutes les grandes entreprises ensemble : Fiat, Zanussi, Alfa, Pirelli, etc... Et aujourd'hui, la CGIL s'est déclarée d'accord avec la grève générale. La classe ouvrière italienne est encore forte; elle est disponible pour la lutte. La seule question est celle des perspectives à avancer pour qu'elles aboutissent.

# Souscription

Solde antérieur.....	54.670,08
Paris.....	1.972,20
Grenoble.....	1030,00
Lyon.....	410,00
Troyes.....	340,00
Auxerre.....	50,00
Auxerre.....	260,00
Lille.....	204,00
Lille.....	25,00
Lille.....	105,00
Rennes.....	100,00
Rennes.....	50,00
Rennes.....	550,00
Nantes.....	1.500,00
Lorient.....	70,00
Brest.....	620,00
Rennes.....	280,00
Carcassonne.....	500,00
Tarbes.....	400,00
Rouen.....	2.280,26
Paris 18.....	150,00
Paris 18.....	500,00
Paris 8.....	2.130,00
Montmorency ind.....	160,00
M.P. Garches.....	50,00
Librairie Rouge.....	170,00
J.P. D Caen.....	20,00
M.M. Chambéry.....	100,00
O.R. Aix.....	100,00
B.L. Amiens.....	20,00
A.X. Paris.....	250,00
C.D. Paris.....	500,00
Asnières ind.....	125,00
Colombes ind.....	225,00
Gennevilliers ind.....	200,00
Bagneux C.X.....	300,00
Champigny ind.....	500,00
Asnières ind.....	125,00
L.R. Champigny.....	150,00
M.D. T. Rosny s/Bois.....	35,00
I.M. Paris 4.....	250,00
F.T. Sète.....	240,00
X.R. Moulins.....	100,00
M.A. Sète.....	50,00
M.K. Anthony.....	30,00
Ind. gala.....	30,00
Total.....	71.925,54

paris P. CHENOT  
**4501/42**  
 souscription rouge

## GALA ROUGE



fololib

Cette fois-ci, ces Messieurs du Conseil de Paris n'avaient pas osé refuser le Palais des Sports à « Rouge ». A une condition pourtant : aucun discours politique ne devait être prononcé. Des inspecteurs en civil, placés dans la salle, avaient parait-il l'ordre d'intervenir le cas échéant.

Cela n'a aucunement découragé les lecteurs, diffuseurs et sympathisants de Rouge qui ont rempli la salle. Michel Piccoli intervint au cours de la soirée pour dénoncer tour à tour la répression qui frappe encore notre journal, les tortures au Chili, demander la levée immédiate du décret de dissolution de la Ligue Communiste. Il fut aussi le récit de la mort de Victor Jara, chanteur chilien assassiné par la junte.

Puis se sont succédés, Reggiani, Moustaki, Annie Nobel et Philippe Richeux, Patrick Abrial, Patrick Dietsch, le groupe Papillon et Viglietti, chanteur uruguayen, Le Forestier, pour la plupart ovationnés par les participants.

Si Monsieur Marcellin, l'homme à la Francisque osait encore espérer avoir imposé le silence à notre courant, ce Gala ne fut jamais qu'un camouflet de plus pour lui et ses services. **LEVEE IMMEDIATE DU DECRET DE DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE**



## LE TANGO ARMÉ

Le 8 février au soir, le Cuarteto Cedron chantera seul à la Fac de d. Ce quartet argentin s'est produit pour la première fois à Paris, à l'occasion du meeting électoral de la Ligue communiste, au Palais des Sports en 73. Il chantait une nouveauté : la cantate du cog, cantate sur le massacre de 16 prisonniers dans les geôles de Trelew en août 72. Depuis, le Cuarteto a fait du chemin en France. Ses deux disques : « Balada del Hombre que se calló la boca » et la « Cantate » sont connus. Le Cuarteto, comme Paco Ibanez, comme Viglietti, chante au présent, en épousant la tradition de la musique populaire argentine. Avant le récital du 8 février, nous avons enregistré les propos de Juan Cedron et de Paco Ibanez qui a contribué largement à faire connaître le Cuarteto en France.

**Comment avez-vous débuté en Argentine ? Avec quelles difficultés ? Le fait de venir chanter en France est-il accidentel, ou le résultat d'un choix délibéré ?**

Cedron : Notre histoire en Argentine est celle de tous les musiciens ou chanteurs populaires, dans cette société pleine de pièges, qui cherchent à développer une culture authentique. En 66 mois, nous avons enregistré un disque en Colombie, puis un autre en Argentine diffusé par nous-mêmes. Il ne s'est rien passé. Nous sommes venus en France début 73, en partie pour avoir connu Paco Ibanez dont nous connaissions les disques. Mais à part l'amitié, nous sommes aussi venus en France pour faire connaître ce que nous faisons. Non seulement ce qu'est le Cuarteto, mais la musique Argentine, son évolution, ce qui s'est passé avec le Tango, et montrer que le tango est autre chose que l'idée incorrecte qu'en a le public européen.

Il y a aussi un problème politique : notre chanson nous a permis de faire un travail d'explication sur ce qui se passe là-bas. Lors de nos deux premiers voyages, nous avons beaucoup travaillé dans le soutien aux détenus politiques, à partir du massacre de Trelew; travail qui eut des répercussions importantes en Argentine. Il y a enfin le problème « économique ». Il ne s'agit pas de gagner beaucoup d'argent, mais avec le bénéfice du change, de pouvoir chanter en Argentine devant des publics larges, qui n'ont pas les moyens de payer...

Ibanez : Ils utilisent Paris comme un tambour. Le fait qu'ils aient un tel succès en France se répercute dans la presse, à la radio. Aujourd'hui, étant connus en France, ils sont dix fois plus connus en Argentine.

Cedron : Nous savons que c'est un peu contradictoire. Nous utilisons tous les moyens pour toucher la plus grande quantité de gens. En Argentine, il y a très

peu d'ensembles musicaux populaires. Il y en avait plus de 500 entre 45 et 48, il n'y en a plus guère que 4 ou 5 aujourd'hui. Si nous nous endormons, ils nous écrasent. Depuis que nous sommes venus en Europe, le premier disque sorti chez Polydor, est en vente là-bas. Mais, après la chute de Campora, en juillet dernier, la maison Polydor a pris peur, et la cantate n'est pas sortie en Argentine. Pas peur de la censure, mais des intimidations d'extrême-droite. Par exemple, nous, notre famille, sommes constamment menacés par téléphone : ne pas faire ceci, ne pas aller là, ça va barder, etc...

**Entre le premier disque du Cuarteto et la Cantate, il semble qu'il y ait un grand bond en avant ? Que représente aujourd'hui le tango pour vous ?**

Cedron : L'expérience de la Cantate est une expérience neuve qui inclut des éléments de musique populaire, en particulier le tango. Sur un sujet politique actuel : le massacre de Trelew. Mais dans le disque antérieur, moins directe, la critique sociale était aussi présente. Quant au tango, c'est la grande bourgeoisie, qui fréquente des lieux luxueux, qui l'a introduit ici dans les années 20. Le tango est entré par là. Il en résulte une vision fautive. Le tango qu'on connaît ici existe à Buenos-Aires, il est souvent authentique, mais on l'interprète

comme une chose frivole, comme une danse. En réalité, c'est une chose très nerveuse et très dure, en rapport avec le début de siècle : dans les années 30, c'est la « décennie infâme » en Argentine (anarchie, coups d'Etat, crise politique). C'est ce que reflète le tango. Il exprime la pauvreté, l'exploitation, toute cette tradition des banlieues de Buenos-Aires, de bagarres, de fixes au couteau. Aujourd'hui, les exégètes reconnaissent la poésie du tango comme notre véritable tradition poétique. Ici, on ne le connaît pas de ce point de vue, on connaît le tango-divertissement et non le tango-armé.

**Vous attendez beaucoup du récital du 8 février à la fac de droit. Pourquoi ?**

Cedron : A Paris, nous n'avons pratiquement jamais joué seuls. Nous voulons faire un récital seuls pour offrir une chose beaucoup plus complète sur ce que nous faisons et la musique populaire en Argentine.

Ibanez : Nous devons vaincre la réticence des gens en place qui sont là pour administrer la culture. Alors, il faut que ce soit un gros succès pour faire un bond en avant. Ce qu'il faut obtenir, avec le Cuarteto Cedron c'est qu'il soit assez connu en France pour pouvoir s'imposer ailleurs. Il y a 6 ou 7 ans, on ne lui aurait même pas donné l'occasion de jouer une note en public...